

***Couche-Tard*** 

**2011**

**Rapport annuel**

### SOLIDE, STABLE ET DURABLE

Dans une industrie reconnue pour être hautement fragmentée, Couche-Tard continue d'établir la norme en matière de performance, de constance et de stabilité.

Malgré les importants défis posés par le marché, nous avons continué de faire croître organiquement nos bénéfices en 2011. Nous avons également accru davantage l'efficacité de nos magasins, en plus de nous départir des actifs sous-performants de notre réseau.

Notre bilan n'a jamais été aussi solide grâce à une saine gestion du capital, ce qui a été reconnu par l'agence Standard & Poor's qui nous a accordé une cote de crédit de niveau « *investment grade* ».

Ces tendances positives se reflètent dans nos taux de croissance enregistrés au cours des cinq dernières années : le nombre de magasins s'est accru à un taux annuel moyen composé de 4 %, les ventes de marchandises et de services ont enregistré une croissance encore plus élevée à 8 %, tandis que le bénéfice d'exploitation a progressé au rythme de 11 %. Le volume de vente du carburant a quant à lui augmenté de 11,5 % dans un marché où les perspectives de marges brutes sur le carburant s'annoncent plus élevées et plus stables.

Ces progrès et réalisations, créateurs de valeur pour nos actionnaires, sont un témoignage du talent, de l'imagination et du travail acharné de tous et chacun des membres de notre grande famille.

#### Taux de croissance à deux chiffres du bénéfice net en 2011

Notre bénéfice net s'est accru de plus de 22 % pour s'établir à 370,1 millions \$, soit 2 \$ par action ou 1,97 \$ par action sur une base diluée. Il s'agit d'une troisième année consécutive de croissance de la rentabilité à deux chiffres. Sur une base comparable et en éliminant l'effet des éléments inhabituels, la croissance du bénéfice net a même atteint 31 % en 2011.

Notre chiffre d'affaires s'est établi à 19 milliards \$ en 2011, soit une hausse de 15,4 %, qui s'explique principalement par une augmentation de 20,7 % des ventes de carburant provenant principalement des prix à la pompe plus élevés. Nos ventes de marchandises et services ont augmenté de 5,8 %, grâce notamment à un taux de croissance à deux chiffres des ventes d'aliments frais et à un taux de change favorable. Nos marges brutes se sont améliorées pour s'établir à 33,5 %.

En dépit de l'environnement économique difficile qui continue d'affecter les habitudes des consommateurs, nous avons augmenté nos ventes de marchandises par magasin comparable de 4,2 % aux États-Unis et de 1,8 % au Canada.

Il s'agit là d'un renversement de situation par rapport aux deux dernières années, qui laisse croire que les Canadiens, qui ont de façon générale été moins touchés que les Américains par la crise financière, pourraient avoir une réaction à retardement en modifiant leurs habitudes de consommation. Ceci dit, nos solides résultats aux États-Unis reflètent l'amélioration de l'achalandage dans nos magasins et le succès remporté par nos programmes de service alimentaire.

Les frais d'exploitation et d'administration ont augmenté de 7,5 % par rapport à 2010. En éliminant l'effet de facteurs tels que les frais liés aux modes de paiement électronique et ceux relatifs à notre offre d'achat de Casey's, nos frais d'exploitation, exprimés en pourcentage des ventes de marchandise et services, ont diminué pour une deuxième année consécutive.

Notre saine gestion du capital continue de renforcer notre situation financière. L'actif consolidé s'est établi à 4,0 milliards \$, en hausse de 302,9 millions \$. Nous avons également réduit notre dette, en partie grâce au rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie de 350 millions \$, ce qui a eu un impact positif avant impôts de 5 millions \$ sur le bénéfice net en 2011 et devrait générer des économies nettes estimées à plus de 20 millions \$ en 2012. Notre dette représente désormais moins de 10 % de la capitalisation totale de l'entreprise.

Toute l'information financière est présentée, comme toujours, dans le rapport de gestion.

### Changements dans le réseau

Le nombre de magasins a toujours été pour nous un facteur primordial dans le but d'atteindre une masse critique. Mais ce n'est pas une fin en soi.

Nous en trouvons une illustration probante en 2011 alors que le nombre de magasins de notre réseau a connu une diminution pour la première fois dans l'histoire récente de l'entreprise – on parle toutefois ici d'une baisse modeste de 83 magasins sur un total de 5 795. Bien que nous ayons ajouté à notre réseau 194 nouveaux magasins, nous avons entrepris de nous départir de magasins corporatifs sous-performants.

Au cours des huit premières semaines de l'exercice financier en cours, nous avons retrouvé notre vitesse de croisière en terme de nombre de magasins, en concluant des ententes visant l'acquisition de 364 magasins et des contrats d'approvisionnement pour 65 autres magasins. La grande majorité de ces 364 magasins, à l'exception de 42, résulte d'un contrat signé en juin 2011 avec Exxon Mobil dans le sud de la Californie.

Notre philosophie de gestion vise un nombre d'environ 500 magasins corporatifs par unité d'affaires. Dans cet esprit, nous avons décidé en 2011 de subdiviser notre unité d'affaires de l'Est du Canada en créant deux unités distinctes, soit l'unité Québec Ouest et l'unité Québec Est et atlantique.

Ceci porte à 13 nos unités d'affaires, dont quatre au Canada, neuf aux États-Unis, y compris notre unité d'affaires mondiale de franchisage qui regroupe 885 magasins franchisés aux États-Unis et 4 103 magasins affiliés dans huit autres pays ainsi que les Émirats arabes unis.

### Qui fait quoi ?

Dans mon message de l'an dernier, j'ai parlé de la transformation du visage de Couche-Tard. J'étais loin de me douter combien de gens changeraient de fauteuil. De toute évidence, la retraite annoncée de notre cofondateur et collègue Réal Plourde a déclenché une vague de changements au sein de la direction.

Une fois le calme revenu, le bilan de l'opération se présente comme suit : nous avons remplacé Réal au poste de chef des opérations, créé un nouveau poste de vice-président principal, opérations, vu trois vice-présidents prendre leur retraite, muté deux autres ressources et nommé sept nouveaux vice-présidents.

Ceci dit, je suis ravi de la tournure des événements. Autant de sang neuf apporte forcément son lot de fraîcheur et d'idées nouvelles. Du reste, une bonne proportion de ces nominations émane de nos rangs, ce qui démontre non seulement à quel point notre relève est solide, mais aussi que toutes ces ressources sont fonctionnelles dès leur nomination.

Ces ressources de premier plan sont des gens compétents, dotés d'un sain esprit de compétition. J'ai très hâte de voir quelle sera leur contribution à l'avenir de notre entreprise.

La plupart des changements survenus à la direction visent les unités d'affaires géographiques qui, dans la foulée des plus récentes acquisitions, couvrent maintenant 42 états américains, le district de Columbia, et les 10 provinces canadiennes.

Mais nous avons fait bien plus qu'imprimer de nouvelles cartes d'affaires en 2011 ! Une fois de plus, Alimentation Couche-Tard est devenue plus efficace, plus attrayante, plus verte et ce, tout en demeurant toujours à l'écoute des autres.

### Plus efficace

La fermeture de 89 magasins corporatifs sous-performants effectuée cette année illustre bien notre engagement ferme à exploiter l'un des réseaux de magasins le plus efficace de l'industrie. Comme chacun sait, nous sommes obsédés par la rentabilité de nos opérations dans une lutte qui se gagne sur le terrain, dans une véritable guerre de tranchées. Ces dernières années, nous avons poussé cette approche à un niveau de détails sans précédent.

Toute organisation en croissance hérite de procédures qui ne sont pas nécessairement optimales. Une fois que nous avons compris ce phénomène il y a trois ans, nous avons entrepris de raffiner davantage notre analyse comparative afin de procéder à l'examen le plus exhaustif jamais réalisé sur notre manière d'exercer nos activités, à tous les échelons de l'organisation. C'est ce que Brian Hannasch, notre nouveau chef des opérations, appelle avec justesse « le grand plongeon ».

Je suis toujours sidéré par le niveau de détails au sein de notre entreprise. Des centaines de variables entrent en jeu, dont certaines sont fort complexes et difficiles à interpréter.

Les économies d'échelle, cela va de soit, prennent chez nous un tout autre sens. Une petite économie n'a évidemment pas la même signification si vous exploitez 6 000 magasins plutôt que 60. Par exemple, la révision entreprise l'an dernier de nos méthodes d'expéditions postales et d'envois prioritaires devrait générer des économies se chiffrant en centaines de milliers de dollars.

Un indicateur fiable de notre efficacité réside dans la gestion de nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux. Nous trouvons constamment des moyens de réduire ces frais, exprimés en pourcentage des ventes de marchandises. Si je me fie aux informations dont nous disposons, je crois même pouvoir avancer que nous sommes à ce chapitre, l'un des exploitants les plus efficaces de notre industrie en Amérique du Nord.

En excluant les frais afférents à l'offre pour l'acquisition de Casey's, nos frais pour l'exercice 2011 se sont établis à 32,8 % des ventes de marchandises, comparativement à 36,2 % dans l'ensemble de notre industrie et à 35,3 % chez notre plus proche concurrent coté en bourse.

### Plus attrayante

L'une de nos plus belles réussites en 2011 réside certainement dans la poursuite du développement de notre offre de produits alimentaires frais de qualité. Nous accusions un retard dans ce secteur et nous avons donc redoublé d'ardeur pour y affirmer rapidement notre présence. Ce créneau représente déjà 18 % de nos marges dans les marchandises et notre objectif vise à augmenter cette proportion à 25 %.

Il nous a fallu quelques années pour développer une approche distinctive, capable de générer une croissance supérieure à la moyenne. Je croyais auparavant que notre service en magasin avec tables et chaises de style bistro était la voie à privilégier, avant de découvrir qu'il avait atteint son point de saturation dans nos marchés.

Plus récemment, nous avons concentré nos efforts pour revoir le concept de nourriture à emporter, en différenciant notre offre à l'aide de nos marques maison et un choix plus attrayant d'aliments frais, santé, savoureux et pratiques.

Un tel virage requiert une importante planification et la mise en place d'un système sophistiqué d'approvisionnement. En 2011, tout était en place pour faire de cette initiative un succès. La plupart de nos magasins qui proposent des aliments frais ont connu une croissance à deux chiffres pendant la dernière année. Certains ont même augmenté leurs ventes de plus de 20 %.

Je m'attends à ce que ce créneau prometteur continue d'être une source de croissance, alors que le consommateur prend chaque année de plus en plus de repas à l'extérieur de son domicile et que nous continuerons de raffiner notre offre. Il s'agit en réalité du segment de nos opérations qui affiche la croissance la plus rapide. En janvier dernier, nous avons d'ailleurs embauché un nouveau vice-président, dont la mission consiste à appuyer nos unités d'affaires dans le développement des meilleures pratiques d'affaires de leur secteur. Joseph Chiovera, qui possède 15 années d'expérience en restauration dans le commerce de l'accommodation, nous aidera à renforcer notre positionnement concurrentiel.

### Plus verte

Les magasins d'accommodation sont des consommateurs d'énergie. Un magasin typique consomme plus de 150 000 kWh d'électricité en une année, soit 25 fois la moyenne d'un ménage. Par conséquent, nous devons être proactifs dans la mise en place d'initiatives visant à réduire notre consommation d'énergie et à diminuer la pression exercée sur l'environnement.

La nature même de nos activités pose ici un défi de taille. Effectuer un suivi et une analyse comparative de notre consommation d'énergie dans quelque 6 000 magasins et bâtiments annexes, situés dans des zones climatiques diversifiées et avec des règles de tarifications variées, constitue un travail colossal.

En 2011, nous avons mis sur pied l'équipe énergétique ACT, composée de représentants de chacune de nos unités d'affaires. L'équipe énergétique ACT est dirigée par Geoff Haxel, dans ses nouvelles fonctions de vice-président principal.

Notre équipe énergétique a débuté ses travaux par une analyse de notre consommation d'électricité. Elle enchaînera avec une analyse de notre consommation d'eau et de gaz.

Notre objectif pour l'exercice financier en cours et le suivant vise à diminuer de 5 % par année notre consommation en kWh, ce qui aurait le même impact sur la réduction des gaz à effet de serre que l'élimination de 4 400 voitures du réseau routier pendant un an.

En 2011, des investissements en capital de 5 millions \$ ont été consacrés à l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'éclairage des marquises au-dessus des pompes à essence ainsi que de l'éclairage extérieur à l'aide d'ampoules à DEL moins énergivores.

Au Canada, nous avons réduit de plus de 90 % l'utilisation de sacs en plastique en magasins, ceux-ci n'étant plus offerts systématiquement aux consommateurs. Dès que les chaînes d'alimentation aux États-Unis adopteront cette pratique, nous ferons de même dans nos magasins américains.

### Toujours à l'écoute des autres

Je suis toujours agréablement surpris de constater que chaque année, nous amassons des millions de dollars afin de venir en aide aux gens plus démunis. Ces importantes sommes d'argent me rendent bien fier de notre contribution et renforcent mon attachement à notre entreprise.

Les magasins d'accommodation sont des commerces de proximité. Nous vivons tout près de notre clientèle, nous soutenons les mêmes équipes sportives et les mêmes projets d'amélioration de la vie de quartier. Et quand des membres de la communauté traversent des difficultés ou vivent des épreuves, nos gens répondent toujours à l'appel pour venir en aide à ces gens, en donnant de leur argent et de leur temps.

À Calgary, par exemple, les magasins Mac's ont consenti un don de 120 000 \$ pour l'hébergement des femmes et enfants victimes de violence. Ils ont aussi entièrement meublé trois appartements du tout nouveau Centre Brenda Stafford.

Puisque nos quelque 6 000 magasins font partie du voisinage, ils sont des sites de prédilection pour recueillir des fonds dans des contenants disposés à la caisse ou grâce à des offres spéciales sur les ventes de marchandises.

Cette année, deux de nos unités d'affaires ont réussi à récolter 226 000 \$ pour venir en aide aux survivants du séisme en Haïti. Au total, nos trois bannières et le centre de services corporatif ont recueilli et versé près de 9,0 millions \$ au cours de l'exercice financier 2011.

### Une vision d'avenir

Nos réalisations, pendant le ralentissement économique des trois dernières années, démontrent bien à quel point notre modèle d'entreprise est capable de générer de la croissance dans l'adversité et de fournir un retour sur investissement intéressant. Au fur et à mesure que les consommateurs reprennent graduellement confiance dans l'économie, j'ai le sentiment, à moins d'un imprévu, que les réglages et ajustements que nous avons apportés à notre organisation nous aideront à connaître une croissance supérieure à la moyenne.

Notre positionnement au sein de l'industrie est solide. Avec un rendement des capitaux employés de 17,9 %, un rendement des capitaux propres de 20,8 % et un excellent ratio du bénéfice net sur les revenus, nous occupons systématiquement le premier ou le deuxième rang de notre industrie, en plus d'afficher des résultats nettement supérieurs à la moyenne. Nous occupons une place de choix dans le peloton de tête de n'importe quel réseau de vente au détail.

Qui plus est, nous créons de la valeur de multiples façons.

Nous avons augmenté notre bénéfice par action à un taux annuel moyen composé de 36 % au cours des dix dernières années. Un bilan solide, d'importants flux de trésorerie et de judicieux investissements nous ont permis de créer de la valeur pour nos actionnaires, et d'en distribuer une partie par l'augmentation du dividende trimestriel et par le rachat d'actions pour plus de 69,0 millions \$. Le dividende par action a été augmenté à un taux annuel moyen composé de plus de 18 % depuis la mise en place de notre politique de dividende au cours de l'exercice 2006.

Si les conditions s'y prêtent, nous allons continuer de racheter nos actions et d'augmenter notre dividende. Sur le plan opérationnel, nous continuons d'améliorer notre façon d'offrir et de livrer nos produits et services sur le marché. Les initiatives en cours et nos ajustements structurels, mis en place au cours de la dernière année, amélioreront davantage nos procédures et la qualité de notre offre de produits et services.

Nous continuons à nous interroger sur chaque moyen de réduire la moindre dépense, sur chaque fonction qui peut être améliorée et sur chaque service qui peut être offert de façon plus efficace.

Notre stratégie de base repose sur la croissance organique de notre entreprise, en mettant l'accent à court terme sur notre offre de produits alimentaires. Bien sûr, nous demeurons toujours aux aguets dans le but de saisir toute occasion d'acquisition cadrant avec notre vision d'avenir.

L'industrie du commerce de l'accommodation se consolide rapidement, et nous en sommes l'un des principaux joueurs. À la fin de l'exercice, nous avons accès à environ 800,0 millions \$ par l'entremise de notre trésorerie disponible et notre crédit renouvelable. Nous sommes en mesure d'obtenir au moins du financement additionnel jusqu'à concurrence de 1,5 milliard \$ advenant qu'un projet d'acquisition d'envergure se présente à nous. Ceci nous ouvre la porte à un immense potentiel que nous verrons à exploiter avec la même discipline que nous l'avons fait dans le passé.

### **Il faut une grande équipe**

Atteindre un tel niveau de performance de façon récurrente exige de pouvoir compter sur une grande équipe dans tous les sens du mot.

Il faut plus de 53 000 personnes pour couvrir le terrain partout sur le continent, mais pas n'importe quelle sorte de gens. Ce sont des gens avec de grandes idées, de l'enthousiasme et de l'énergie à revendre, et de grandes capacités à s'imposer comme des leaders naturels dans leur domaine d'expertise.

Couche-Tard est reconnue par les analystes pour son équipe de gestion hautement expérimentée et qualifiée. On oublie souvent de dire, et c'est très important à mes yeux, que nous pouvons aussi compter sur un exceptionnel conseil d'administration qui nous fait bénéficier de ses judicieux conseils et qui joue un rôle de premier plan dans la gestion stratégique de la société.

À tous ces gens – notre personnel en magasin et dans toutes nos régions, notre équipe de direction et nos administrateurs, j'offre mes remerciements les plus sincères pour une autre excellente année marquée par la performance et de brillantes réalisations. Finalement, j'offre ma sincère reconnaissance à nos actionnaires pour leur confiance et appréciation.

Alain Bouchard

Président et chef de la direction

## Rapport de gestion

*L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance passée de Alimentation Couche-Tard inc. (Couche-Tard) pour l'exercice terminé le 24 avril 2011. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et des notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.*

*Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (dollars US) et sont établies selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens). Nous utilisons également dans ce rapport des mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR canadiens. Lorsque de telles mesures sont présentées, elles sont définies et le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels et les notes complémentaires figurant dans le rapport annuel 2011 de la société (rapport annuel 2011). Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la dernière notice annuelle, sont disponibles sur le site SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ainsi que sur le site web de la société à [www.couche-tard.com/corporatif](http://www.couche-tard.com/corporatif).*

## Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions similaires indiquent généralement des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 12 juillet 2011 et ne donnent pas de garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activités, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activités soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des anticipations que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses inter reliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, Couche-Tard nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque », ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

## Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. En Amérique du Nord, nous sommes la plus importante société en tant que chaîne de magasins d'accommodation indépendante (intégrée ou non à une société pétrolière) en fonction du nombre de magasins exploités par la société (magasins corporatifs).

Au 24 avril 2011, notre réseau comptait 5 795 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 4 128 offraient du carburant. Au cours de l'exercice 2011, afin de stimuler la croissance et créer de la valeur additionnelle, nous avons subdivisé l'unité de l'Est du Canada en créant deux nouvelles unités d'affaires, soit l'unité Québec Ouest et l'unité Québec Est et Atlantique. Cette réorganisation stratégique est en ligne avec notre philosophie d'affaires, soit l'exploitation de réseaux comptant un maximum d'environ 500 magasins corporatifs par unité d'affaires. Notre réseau est donc maintenant constitué de 13 unités d'affaires, dont neuf aux États-Unis, couvrant 42 états et le district de



Columbia, et quatre au Canada, couvrant les dix provinces. Plus de 53 000 personnes œuvrent dans l'ensemble du réseau de magasins et aux centres de services.

Notre mission est d'offrir à nos clients un service hors pair en développant avec eux une relation personnalisée et complice tout en les surprenant au quotidien. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins de notre clientèle selon leurs exigences locales. Pour ce faire, nous offrons aux consommateurs des produits d'alimentation, des boissons, du carburant et d'autres produits et services de qualité visant à répondre à leurs demandes dans un environnement propre et accueillant. Notre positionnement dans notre secteur d'activités provient principalement de la réussite de notre modèle d'affaires, qui s'appuie sur une gestion décentralisée, une comparaison continue des meilleures pratiques et sur une expertise opérationnelle bénéficiant des expériences vécues dans les différentes régions de notre réseau. Notre positionnement provient également de l'importance que nous accordons aux marchandises en magasin ainsi que de nos investissements continus dans nos magasins.

## **Création de valeur**

Le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons et des parts de marchés que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre. Cependant, malgré ce contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour la société et ses actionnaires. Nous ne préconisons donc pas l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus de notre participation au processus de consolidation de notre secteur d'activités, notons qu'au cours des dernières années, la contribution organique a aussi été un axe important de croissance du bénéfice net. L'amélioration constante de notre offre, dont les produits frais, de nos conditions d'approvisionnement ainsi que de l'efficacité de notre entreprise a été mise en évidence, plus particulièrement au cours des dernières années en l'absence d'acquisitions importantes et d'accroissement net du nombre de magasins. Durant la même période, il a aussi été plusieurs fois plus avantageux de racheter nos propres actions à des multiples moindres que les réseaux de magasins qui nous étaient offerts. Ainsi, l'ensemble de ces éléments ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Notre objectif est de continuer dans cette direction.

## **Aperçu de l'exercice 2011**

Le bénéfice net de l'exercice 2011 s'est chiffré à 370,1 millions \$, en hausse de 22,2 % comparativement à celui de l'exercice 2010, en raison principalement de la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable, de l'augmentation des marges brutes sur les ventes de marchandises et services, de la hausse du volume de carburant mais surtout des marges afférentes, de notre saine gestion des dépenses, du renforcement du dollar canadien par rapport à la devise américaine, de la diminution des frais financiers ainsi qu'en raison d'un taux d'imposition moins élevé. Ces éléments d'accroissement du bénéfice net ont été contrebalancés, en partie, par la hausse des frais liés aux modes de paiement électroniques engendrée par un prix de vente moyen du carburant plus élevé.

Notons que le bénéfice net de l'exercice 2010 avait profité d'éléments non-récurrents, soit le gain sur disposition des actions de Casey's au montant de 11,4 millions \$ après impôts et le renversement de provisions totalisant 3,6 millions \$, déduction faite des impôts, alors que durant l'exercice 2011, nous avons passé en charge les frais afférents à notre offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's suite au non-renouvellement de celle-ci, un impact négatif de 7,0 millions sur le bénéfice net de l'exercice 2011. En excluant ces éléments du bénéfice net de chacune des périodes comparables, la hausse du bénéfice net de l'exercice 2011 aurait été de 89,2 millions \$, soit 31,0 %, une augmentation de 0,47 \$ par action sur une base diluée.

### *Acquisitions d'entreprises et construction de magasins*

Au cours de l'exercice 2011, nous avons fait les acquisitions d'entreprises suivantes :

- Le 9 septembre 2010, nous avons fait l'acquisition de dix magasins corporatifs auprès de Compac Food Stores Inc. Neuf magasins sont situés dans la grande région de Mobile en Alabama et un est situé à Pensacola en Floride. Nous sommes propriétaire de tous les immeubles tandis que nous louons quatre terrains et détenons les six autres.
- Le 30 septembre 2010, nous avons fait l'acquisition de 12 magasins corporatifs situés dans le centre de l'Indiana auprès de Crystal Flash Petroleum, LLC. Nous sommes propriétaire du terrain et de l'immeuble pour un site, louons ces mêmes actifs pour dix sites tandis que nous sommes propriétaire de la bâtisse et louons le terrain pour un site.
- Au cours de l'exercice, nous avons également fait l'acquisition de 25 magasins par l'entremise de 21 transactions distinctes. Nous sommes propriétaire des terrains et immeubles pour 15 sites et louons ces mêmes actifs pour les dix autres sites.

De plus, nous avons construit 35 nouveaux magasins au cours de l'exercice 2011.

#### *Transactions subséquentes à la fin de l'exercice 2011*

En mai 2011, nous avons fait l'acquisition de 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique au Canada de Shell Canada Products. Nous sommes propriétaires du terrain et des immeubles de sept sites et nous louons ces mêmes actifs pour les quatre autres sites.

En mai 2011, nous avons acquis cinq magasins corporatifs opérant sous la bannière Gas City dont un est situé en Arizona et les quatre autres dans la région de Chicago aux États-Unis. Nous sommes propriétaire du terrain et des immeubles de trois sites et louons les autres.

En juin 2011, nous avons signé une entente avec Exxon Mobil pour 322 magasins et un contrat d'approvisionnement en carburant pour 65 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. Advenant la clôture de la transaction, des 322 magasins, 72 seraient exploités par la société et 250 par des exploitants indépendants. Nous serions propriétaires de l'immobilier d'un maximum de 202 sites tandis que nous louerions les autres. Il est prévu que cette transaction soit conclue en phases qui auraient lieu entre le quatrième trimestre de l'année calendrier 2011 et le deuxième trimestre de l'année calendrier 2012. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

En juin 2011, nous avons signé une entente afin d'acquérir 26 magasins corporatifs opérant dans certains états du centre de la côte est des États-Unis. Advenant la clôture de la transaction qui est prévue d'ici la fin de l'été, nous serions propriétaires de l'immobilier de 25 des sites et louerions l'autre. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

Ces acquisitions ont été ou seraient effectuées en utilisant les liquidités ainsi que les facilités de crédit disponibles.

#### *Hausse de la cote de crédit corporative*

Le 4 avril 2011, Standard & Poor's a augmenté notre cote de crédit corporative, celle-ci passant de BB+ à BBB-. Par le fait même, notre cote de crédit passe de la catégorie «spéculative» à la catégorie «investissement», témoignant selon Standard & Poor's, de notre forte position dans notre marché, de la qualité de nos résultats financiers, de l'efficacité de nos opérations ainsi que de notre utilisation modérée de l'endettement.

#### *Casey's General Stores, Inc. (« Casey's »)*

Le 9 avril 2010, nous avons rendu publique notre offre soumise au Conseil d'administration de Casey's afin d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de Casey's pour un prix de 36,00 \$ par action payable en argent. Le 2 juin 2010, nous avons procédé au lancement d'une offre publique d'achat proposant d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de Casey's à un prix de 36,00 \$ par action payable en argent. Le 22 juillet 2010, nous avons bonifié notre offre publique à 36,75 \$ par action payable en argent. Notre offre publique a finalement été révisée à 38,50 \$ par action payable en argent le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

Le 30 septembre 2010, notre offre publique a pris fin. Puisque le conseil d'administration de Casey's a refusé à plusieurs reprises de négocier avec nous, nous avons décidé de ne pas renouveler notre offre publique. Nous n'avons acheté aucune action de Casey's dans le cadre de cette offre publique et toutes les actions qui avaient été déposées ont été retournées. Durant l'exercice 2011, nous avons donc passé à la dépense les frais afférents à cette offre publique et qui avaient été préalablement reportés, soit un montant d'approximativement 9,5 millions \$ avant impôts.

#### *Rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie*

Le 15 décembre 2010, nous avons procédé au rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie (la « dette ») au prix de 101,25 % du montant notionnel. La dette avait un notionnel de 350,0 millions \$ et portait intérêt au taux de 7,5 %. Le montant total déboursé pour le rachat s'est donc chiffré à 354,4 millions \$, correspondant au montant notionnel de la dette de 350,0 millions \$ plus une prime de 4,4 millions \$. Au moment du rachat, la dette avait une valeur comptable de 351,4 millions \$. Un impact négatif net de 3,0 millions \$ avant impôts a donc été enregistré aux résultats de l'exercice 2011. Cet impact négatif net est composé de la prime versée de 4,4 millions \$, nette du gain de 1,4 million \$ découlant de la différence entre la valeur comptable de la dette de 351,4 millions \$ et le montant notionnel de 350,0 millions \$.

### Programme de rachat d'actions

#### 1) Programme mis en place le 10 août 2009 et échu le 9 août 2010

Nous n'avons racheté aucune action en vertu de ce programme au cours de l'exercice 2011 étant donnée notre intérêt pour Casey's à ce moment là.

#### 2) Programme mis en place le 25 octobre 2010 et qui viendra à échéance au plus tard, le 24 octobre 2011

Le 25 octobre 2010, nous avons mis en place un nouveau programme de rachat d'actions afin de remplacer le programme qui a échu le 9 août 2010. Le nouveau programme nous permet de racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que définit par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, nous pouvons procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au pro rata de leur participation relative dans le capital actions de la société. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat.

Au cours de l'exercice 2011, en vertu de ce programme, nous avons racheté 12 000 actions à vote multiple catégorie A à un prix moyen de 25,32 \$ CA et 2 768 300 actions à droit de vote subalterne catégorie B à un prix moyen de 25,08 \$ CA.

### Dividendes

Lors de sa réunion du 12 juillet 2011, considérant les bons résultats et le bilan solide de Couche-Tard, le conseil d'administration de la société (le « conseil ») a jugé opportun de modifier le dividende trimestriel en le majorant de 0,0125 \$ CA par action pour ainsi le fixer à 0,0625 \$ CA par action.

À cette même date, le conseil a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 0,0625 \$ CA par action aux actionnaires inscrits au 21 juillet 2011 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, payable le 29 juillet 2011. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* du Canada.

Au cours de l'exercice 2011, le conseil a déclaré des dividendes moyens de 0,048 \$ CA par action.

### Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 8 juillet 2011, 53 690 112 actions à vote multiple catégorie A et 130 029 401 actions à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 5 830 864 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard en circulation.

## Données sur le taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis et de notre dette libellée en grande partie en dollars US.

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture de la Banque du Canada, indiqués en dollars US par tranche de 1,00 \$ CA :

	Périodes de 12 semaines terminées les		Périodes de 52 semaines terminées les		
	24 avril 2011	25 avril 2010	24 avril 2011	25 avril 2010	26 avril 2009
Moyenne pour la période <sup>(a)</sup>	1,0240	0,9718	0,9861	0,9296	0,8760
Fin de la période	1,0485	1,0009	1,0485	1,0009	0,8267

(a) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations canadiennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et corporatives et n'ont pas d'impacts économiques réels sur notre performance puisque la plupart de nos revenus et de nos charges consolidés sont reçus

ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Par conséquent, la sensibilité de nos résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

## Catégories de l'état des résultats

*Ventes provenant des marchandises et des services.* Les ventes de marchandises en magasin découlent principalement de la vente de produits du tabac, des produits frais y compris la restauration rapide, de bières et vins, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines et de boissons diverses. Les ventes provenant des services comprennent les frais attribuables aux guichets automatiques bancaires, les ventes de cartes d'appel et de cartes-cadeaux, les revenus tirés des lave-autos, les commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats, les frais d'encaissements de chèques ainsi que les ventes de timbres postaux et de billets d'autobus. Les ventes provenant des services comprennent aussi les frais de franchise, les redevances de certains affiliés et les royautés provenant des franchisés.

*Ventes provenant du carburant.* Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant, y compris les taxes incluses, si nous prenons possession du stock de carburant. Aux États-Unis, dans certains cas, nous achetons le carburant et le revendons au coût plus une majoration à certains opérateurs de magasins indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

*Marge brute.* La marge brute se compose principalement des ventes moins les coûts des marchandises et du carburant vendus. Le principal élément inclus dans le coût des ventes est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs. Pour les marchandises en magasin, le coût des stocks se calcule généralement selon la méthode de l'inventaire au prix de détail (prix de détail moins une marge normale) et, pour le carburant, il est déterminé à l'aide de la méthode du coût moyen. La marge brute provenant du carburant pour les magasins où nous touchons une commission correspond à la commission découlant de la vente.

*Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux.* Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux se composent principalement de la main-d'œuvre, des frais d'occupation, des frais liés aux modes de paiements électroniques, des commissions aux agents à commission et des frais généraux.

Les indicateurs de performance clés employés par la direction, qui figurent sous la rubrique « Informations financières consolidées choisies – Autres données d'exploitation », sont la marge brute sur les marchandises et services, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable, la marge brute sur le carburant, la croissance du volume de carburant par magasin comparable, le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux employés.

## Sommaire du mouvement de nos magasins pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 24 avril 2011

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement de nos magasins au cours des périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011 :

	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011			Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011		
	Magasins corporatifs	Magasins affiliés	Total	Magasins corporatifs	Magasins affiliés	Total
Nombre de magasins au début de la période	4 403	1 471	5 874	4 408	1 470	5 878
Acquisitions	7	-	7	47	-	47
Ouvertures / constructions / ajouts	9	12	21	35	112	147
Fermetures / dispositions / retraits	(18)	(89)	(107)	(89)	(188)	(277)
Nombre de magasins à la fin de la période	4 401	1 394	5 795	4 401	1 394	5 795

## Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 12 semaines terminées le 24 avril 2011 et le 25 avril 2010 :

(En millions de dollars US, sauf indication contraire)

	Période de 12	Période de 12	Variation
	semaines terminée le	semaines terminée le	
	24 avril 2011	25 avril 2010	%
Chiffre d'affaires	4 841,1	4 003,5	20,9
Bénéfice d'exploitation	84,8	101,1	(16,1)
Bénéfice net	64,0	68,8	(7,0)
<b>Données d'exploitation choisies :</b>			
Marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
Consolidée	33,6 %	33,0 %	0,6
États-Unis	33,5 %	33,0 %	0,5
Canada	33,6 %	32,9 %	0,7
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable <sup>(2)(3)</sup> :			
États-Unis	3,6 %	3,2 %	
Canada	(2,1%)	6,9 %	
Croissance (diminution) du volume de carburant par magasin comparable <sup>(3)</sup> :			
États-Unis	0,3 %	(0,7 %)	
Canada	1,8 %	4,2 %	
Marge brute sur le carburant <sup>(3)</sup> :			
États-Unis (cents par gallon)	14,24	14,42	(1,2)
Canada (cents CA par litre)	5,01	4,85	3,3

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a atteint 4,8 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, en hausse de 837,6 millions \$, soit une augmentation de 20,9 %, principalement attribuable à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé et à l'accroissement du volume de carburant vendu aux États-Unis et au Canada, à un dollar canadien plus fort ainsi qu'à la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis.

Du côté de la croissance interne, les ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis ont augmenté de 3,6 % tandis qu'elles ont diminué de 2,1 % au Canada. Tant du côté du marché canadien qu'américain, la variation des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins. Nous percevons un certain ralentissement de la part des consommateurs qui s'explique possiblement par la montée des prix du carburant, des niveaux de chômage encore élevés aux États-Unis, la pression sur le revenu personnel disponible ainsi que par le niveau d'endettement des ménages. Les consommateurs canadiens, qui n'avaient pas souffert autant lors de la dernière crise financière, semblent maintenant vouloir modifier leurs habitudes de consommation au même titre que les américains en recherchant des produits qui leur permettront de faire des économies. De plus, lors du quatrième trimestre de l'exercice 2011, des conditions météorologiques défavorables ont affecté à la baisse les ventes de marchandises et services dans plusieurs de nos marchés comme pour bien d'autres marchands. Toutefois, nous semblons bien résister en comparaison d'autres marchands et nous maintenons notre attention sur l'équilibre entre l'achalandage en magasin et le niveau de marges ainsi que sur nos parts de marché comme toujours.

### Marge brute

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute consolidée sur les marchandises et services s'est établie à 33,6 %, en hausse de 0,6 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice 2010. Aux États-Unis, la marge s'est chiffrée à 33,5 %, tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 33,6 %, en hausse de 0,5 % et 0,7 %, respectivement. Ces hausses reflètent les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs aux États-Unis affiche une baisse de 0,18 ¢ par gallon, passant de 14,42 ¢ par gallon l'an dernier à 14,24 ¢ par gallon cette année. Toutefois, en prenant compte les frais liés aux modes de paiement électroniques, la marge nette par gallon a diminué de 0,91 ¢, un manque à gagner de plus de 7,0 millions \$. Au Canada, la marge brute est en hausse, atteignant 5,01 ¢ CA par litre comparativement à 4,85 ¢ CA par litre au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

### **Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux**

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 10,5 % comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2010. Les frais ont augmenté de 2,1 % en raison de la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques, de 1,6 % en raison de l'appréciation du dollar canadien et de 0,9 % en raison des acquisitions. De plus, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, le gain sur disposition des actions de Casey's ainsi que le renversement non-récurrent de provisions avaient été portés à l'encontre des dépenses, ce qui représente une variation des dépenses de 4,3 %. En excluant tous ces éléments, la hausse des frais est donc de seulement 1,6 %, reflétant la hausse des heures travaillées en magasin afin de supporter l'augmentation des ventes de marchandises et services, la hausse du salaire minimum dans certaines régions ainsi que la hausse normale des coûts afférents à l'inflation. De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables ainsi que le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provisions tous deux enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2010, les frais ont représenté 30,5 % des ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 soit le même ratio que pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

### **Frais financiers**

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, les frais financiers ont diminué de 5,4 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2010 tandis qu'ils ont diminué de 3,6 millions \$ durant l'exercice 2011. Ces baisses découlent principalement du taux d'intérêt moyen moins élevé suite, entre autres, au remboursement anticipé de notre dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ effectué au troisième trimestre de l'exercice 2011 ainsi que de la baisse de notre niveau d'endettement. Notons que la diminution des frais financiers attribuable à la diminution du taux d'intérêt moyen a plus que contrebalancé la charge nette non récurrente de 3,0 millions \$ enregistrée au troisième trimestre de l'exercice 2011 dans le cadre du rachat anticipé.

### **Impôt sur les bénéfices**

Le taux d'impôt du quatrième trimestre de l'exercice 2011 est de 22,7 % comparativement au taux de 26,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2010.

### **Bénéfice net**

Nous avons clôturé le quatrième trimestre de l'exercice 2011 avec un bénéfice net de 64,0 millions \$, soit 0,35 \$ par action (0,34 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 68,8 millions \$ l'exercice précédent (0,37 \$ par action sur une base diluée), en baisse de 4,8 millions \$, soit 7,0 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 1,0 million \$ sur le bénéfice net. En excluant le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provisions enregistrés aux résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2010, le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2011 est en hausse de 10,2 millions \$ ou 19,0 %, une augmentation de 0,05 \$ par action sur une base diluée.

## Informations financières consolidées choisies

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 52 semaines terminées les 24 avril 2011, 25 avril 2010 et 26 avril 2009:

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)

	Périodes de 52 semaines terminées les		
	24 avril 2011	25 avril 2010	26 avril 2009
<b>Données sur les résultats d'exploitation :</b>			
Ventes de marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
États-Unis	4 171,8	3 986,0	3 742,6
Canada	2 050,0	1 895,5	1 673,8
Total des ventes de marchandises et services	6 221,8	5 881,5	5 416,4
Ventes de carburant :			
États-Unis	10 595,8	8 819,8	8 865,2
Canada	2 148,3	1 738,3	1 499,5
Total des ventes de carburant	12 744,1	10 558,1	10 364,7
<b>Total des ventes</b>	<b>18 965,9</b>	<b>16 439,6</b>	<b>15 781,1</b>
Marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
États-Unis	1 381,7	1 308,1	1 226,2
Canada	702,9	638,3	574,9
Marge brute totale sur les marchandises et services	2 084,6	1 946,4	1 801,1
Marge brute sur le carburant :			
États-Unis	564,9	488,7	545,6
Canada	135,7	118,2	89,9
Marge brute totale sur le carburant	700,6	606,9	635,5
<b>Marge brute totale</b>	<b>2 785,2</b>	<b>2 553,3</b>	<b>2 436,6</b>
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 050,4	1 906,7	1 848,8
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	216,3	204,5	183,0
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>518,5</b>	<b>442,1</b>	<b>404,8</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>370,1</b>	<b>302,9</b>	<b>253,9</b>
<b>Autres données d'exploitation :</b>			
Marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
Consolidée	33,5 %	33,1 %	33,3 %
États-Unis	33,1 %	32,8 %	32,8 %
Canada	34,3 %	33,7 %	34,3 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable <sup>(2)(3)</sup> :			
États-Unis	4,2 %	2,9 %	0,6 %
Canada	1,8 %	4,8 %	2,2 %
Marge brute sur le carburant <sup>(3)</sup> :			
États-Unis (cents par gallon)	15,79	14,51	17,55
Canada (cents CA par litre)	5,38	5,31	4,97
Volume de carburant vendu <sup>(4)</sup> :			
États-Unis (millions de gallons)	3 649,1	3 484,8	3 214,9
Canada (millions de litres)	2 565,1	2 395,5	2 059,0
Croissance (diminution) du volume de carburant par magasin comparable <sup>(3)</sup> :			
États-Unis	0,7 %	1,0 %	(6,4 %)
Canada	3,9 %	3,0 %	3,7 %
<b>Données par action :</b>			
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	2,00	1,64	1,31
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	1,97	1,60	1,29
<b>Situation financière :</b>			
Actif total	3 999,6	3 696,7	3 255,9
Dette portant intérêts	526,4	741,2	749,2
Capitaux propres	1 936,1	1 614,3	1 326,0
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette nette à intérêts / capitalisation totale <sup>(5)</sup>	0,10 : 1	0,24 : 1	0,30 : 1
Dette nette à intérêts / BAIIA <sup>(6)</sup>	0,28 : 1	0,80 : 1	0,98 : 1
Dette nette à intérêts ajustée / BAIIL <sup>(7)</sup>	2,10 : 1	2,81 : 1	2,98 : 1
<b>Rentabilité</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>(8)</sup>	20,8 %		
Rendement des capitaux employés <sup>(9)</sup>	17,9 %		

(1) Comprend les autres ventes tirées des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Comprend les volumes des franchises et des agents à commissions.

(5) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

(6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissements). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

(7) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multiplié par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIL (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts, Amortissements et dépense de Loyer). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

(8) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net de l'exercice divisé par l'avoir des actionnaires moyen pour cette période. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

(9) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts de l'exercice divisé par les capitaux employés moyens pour cette période. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

## Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2011

### Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 19,0 milliards \$ pour l'exercice 2011, en hausse de 2,5 milliards \$, soit une augmentation de 15,4 %, principalement attribuable à la hausse des ventes de carburant découlant de l'augmentation du prix de vente moyen à la pompe et de la hausse du volume par magasin comparable, aux acquisitions, au renforcement du dollar canadien ainsi qu'à la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services de l'exercice 2011 a été de 340,3 millions \$ ou 5,8 % dont approximativement 115,1 millions \$ ont été générés par un dollar canadien plus fort et 32,6 millions \$ proviennent des acquisitions. Du côté de la croissance interne, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis s'est établie à 4,2 % tandis qu'elle s'est élevée à 1,8 % au Canada. Tant du côté du marché canadien qu'américain, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins. Nous percevons un certain ralentissement de la part des consommateurs qui s'explique possiblement par la montée des prix du carburant, des niveaux de chômage encore élevés aux États-Unis, la pression sur le revenu personnel disponible ainsi que par le niveau d'endettement des ménages. Les consommateurs canadiens, qui n'avaient pas souffert autant lors de la dernière crise financière, semblent maintenant vouloir modifier leurs habitudes de consommation au même titre que les américains en recherchant des produits qui leur permettront de faire des économies. De plus, des conditions météorologiques défavorables ont affecté à la baisse les ventes de marchandises et services dans plusieurs de nos marchés comme pour bien d'autres marchands. Toutefois, nous semblons bien résister en comparaison d'autres marchands et nous maintenons notre attention sur l'équilibre entre l'achalandage en magasin et le niveau de marges ainsi que sur nos parts de marché comme toujours.

Les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 2,2 milliards \$ ou 20,7 % pour l'exercice 2011, dont environ 463,0 millions \$ sont attribuables aux acquisitions et au volume supplémentaire provenant d'un nombre grandissant de sites offrant du carburant tandis qu'approximativement 106,0 millions \$ ont été générés par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est de la croissance du volume de carburant par magasin comparable, elle a été de 0,7 % aux États-Unis et de 3,9 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 1,4 milliard \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,72	2,67	2,89	3,44	<b>2,93</b>
Canada (cents CA par litre)	91,46	90,47	97,76	108,53	<b>96,91</b>
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,41	2,48	2,59	2,71	<b>2,55</b>
Canada (cents CA par litre)	88,80	89,24	90,00	92,36	<b>90,07</b>

### Marge brute

Au cours de l'exercice 2011, la marge brute consolidée sur les marchandises et services s'est chiffrée à 33,5 %, en hausse de 0,4 %. Aux États-Unis, la marge brute s'est chiffrée à 33,1 %, tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 34,3 %, en hausse de 0,3 % et 0,6 %, respectivement. Ces hausses reflètent les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés.

En ce qui concerne la marge sur le carburant nette des frais liés aux modes de paiements électroniques de nos magasins corporatifs des États-Unis, elle affiche une hausse de 0,72 ¢ par gallon, passant de 10,68 ¢ par gallon durant l'exercice 2010 à 11,40 ¢ par gallon cette année, une augmentation de 6,8 %. Encore une fois, il est possible de constater que les marges nettes sur le carburant sur une base annuelle ont tendance à se comparer et à être moins volatiles que nous pourrions avoir tendance à l'imaginer. Au Canada, la marge brute est également à la hausse, atteignant 5,38 ¢ CA par litre comparativement à 5,31 ¢ CA par litre pour l'exercice 2010. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :



(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	19,12	17,12	13,38	14,24	<b>15,79</b>
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,17	4,17	4,36	4,87	<b>4,39</b>
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,95	12,95	9,02	9,37	<b>11,40</b>
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	15,43	15,78	12,88	14,42	<b>14,51</b>
Frais liés aux modes de paiements électroniques	3,56	3,79	3,85	4,14	<b>3,83</b>
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	11,87	11,99	9,03	10,28	<b>10,68</b>

### Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour l'exercice 2011, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 7,5 % comparativement à l'exercice 2010. Les frais ont augmenté de 1,8 % en raison de l'appréciation du dollar canadien, de 1,7 % en raison de la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques et de 0,8 % en raison des acquisitions. De plus, au cours de l'exercice 2011, suite au non renouvellement de notre offre publique pour l'acquisition de Casey's, nous avons passé à la dépense les frais afférents qui avaient été préalablement reportés, ce qui représente une augmentation de 0,5 %. Pour ce qui est du gain sur disposition des actions de Casey's ainsi que le renversement non-récurrent de provisions tous deux survenus durant l'exercice 2010, ils représentent une variation des dépenses de 1,0 %. En excluant tous ces éléments, la hausse des frais est donc de seulement 1,7 %, reflétant la hausse des heures travaillées en magasin afin de supporter l'augmentation des ventes de marchandises et services, la hausse du salaire minimum dans certaines régions ainsi que la hausse normale des coûts afférents à l'inflation. De plus, en excluant les frais afférents à Casey's pour l'exercice 2011, le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provision pour l'exercice 2010 ainsi que les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables, les frais ont représenté 29,4 % des ventes de marchandises et services au cours de l'exercice 2011 contre 29,8 % au cours de l'exercice 2010.

Cette performance reflète notre recherche constante de moyens pour améliorer notre efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service que nous offrons à nos clients. Notre modèle d'affaire décentralisé et notre culture organisationnelle sont clairement des facteurs nous permettant d'être l'un des opérateurs les plus efficaces de notre industrie.

### Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissements (BAIIA)

Le BAIIA a atteint 734,8 millions \$, en hausse de 88,2 millions \$ ou 13,6 % par rapport à l'exercice 2010. De ce montant, 4,6 millions \$ proviennent des acquisitions. En excluant les éléments non-récurrents du BAIIA de l'exercice 2010, soit le gain sur disposition des actions de Casey's ainsi que le renversement de provisions et en excluant les frais liés à l'offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's du BAIIA de l'exercice 2011, la hausse du BAIIA aurait été de 116,4 millions \$, soit 18,5 %.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les PCGR canadiens, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées les	
	24 avril 2011	25 avril 2010
Bénéfice net, tel que publié	370,1	302,9
Rajouter :		
Impôts sur les bénéfices	122,1	109,3
Frais financiers	26,3	29,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	216,3	204,5
<b>BAIIA</b>	<b>734,8</b>	<b>646,6</b>

### Amortissements des immobilisations et des autres actifs

Pour l'exercice 2011, la dépense d'amortissements a augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau.

## Frais financiers

Les frais financiers ont diminué de 3,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2010. Cette baisse découle principalement du taux d'intérêt moyen moins élevé suite, entre autres, au remboursement anticipé de notre dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ effectué au troisième trimestre de l'exercice 2011 ainsi que de la baisse de notre niveau d'endettement. Ces éléments de diminution des frais financiers ont été contrebalancés, en partie, par une charge nette non-récurrente de 3,0 millions \$ enregistrée dans le cadre du rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie. Notons cependant que la diminution des frais financiers attribuable à la diminution du taux d'intérêt moyen a plus que contrebalancé cette charge non-récurrente.

## Impôt sur les bénéfices

Le taux d'impôt de l'exercice 2011 s'est chiffré à 24,8 % comparativement au taux de 26,5 % pour l'exercice 2010.

## Bénéfice net

Nous avons clôturé l'exercice 2011 avec un bénéfice net de 370,1 millions \$, soit 2,00 \$ par action (1,97 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 302,9 millions \$ l'exercice précédent (1,60 \$ par action sur une base diluée), en hausse de 67,2 millions \$, soit 22,2 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 8,0 millions \$ sur le bénéfice net. En excluant le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provisions des résultats de l'exercice 2010 et en excluant les frais afférents à notre offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's des résultats de l'exercice 2011, la hausse du bénéfice net de l'exercice 2011 se serait chiffrée à 89,2 millions \$ ou 31,0 %, une augmentation de 0,47 \$ par action sur une base diluée.

## Situation financière au 24 avril 2011

Tel que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Informations financières consolidées choisies » et les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation, nous disposons d'une excellente santé financière.

Notre actif consolidé a totalisé 4,0 milliards \$ au 24 avril 2011, soit une augmentation de 302,9 millions \$ comparativement au solde en date du 25 avril 2010. Cette augmentation découle principalement des éléments suivants :

- La hausse de la trésorerie découlant des rentrées de fonds générés par les activités d'exploitation;
- La hausse des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit résultant du prix de vente moyen du carburant plus élevé;
- La hausse des inventaires de carburant résultant de l'augmentation du coût du produit;
- La hausse généralisée des éléments d'actifs liée au renforcement du dollar canadien.

Durant l'exercice 2011, nous avons enregistré un rendement des capitaux employés de 17,9 %.

Les capitaux propres se sont établis à 1,9 milliard \$ au 24 avril 2011, en hausse de 321,8 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2010, en grande partie attribuable au bénéfice net de l'exercice 2011 et à l'augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu suivant le renforcement du dollar canadien, contrebalancés, en partie, par les dividendes déclarés et les rachats d'actions. Durant l'exercice 2011, nous avons enregistré un rendement des capitaux propres de 20,8 %.

## Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et de nos facilités de crédit. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, verser des dividendes, assurer le service de la dette, alimenter notre fonds de roulement ainsi que dans le cadre de nos programmes de rachat d'actions. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation ainsi que nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables non garanties couvriront nos besoins de liquidités dans un avenir prévisible.

Nous disposons de trois facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant maximal de 650,0 millions \$, 310,0 millions \$ et 40,0 millions \$. Les facilités de crédit expireront le 22 septembre 2012 et sont disponibles sous les formes suivantes :

- crédits d'exploitation à terme renouvelables non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars US, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 50,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant

des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable; et

- lignes de crédit non garanties d'un montant maximal de 50,0 millions \$, disponible en dollars canadiens ou US, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

En vertu de ces conventions de crédit, nous devons maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 24 avril 2011, approximativement 485,0 millions \$ étaient disponibles en vertu de ces facilités de crédit et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par les conventions de crédit. À pareille date, nous avons donc accès à plus de 800,0 millions \$ en vertu de notre encaisse et de nos facilités de crédit disponibles.

## Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)	Période de 52	Période de 52	Variation
	semaines terminée le	semaines terminée le	
	24 avril 2011	25 avril 2010	
<b>Activités d'exploitation</b>	\$	\$	\$
Fonds autogénérés <sup>(1)</sup>	604,3	504,0	100,3
Autres	14,6	(13,2)	27,8
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	618,9	490,8	128,1
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs, déduction faite des produits de cessions d'immobilisations et d'autres actifs	(202,5)	(202,4)	(0,1)
Acquisitions d'entreprises	(38,5)	(156,1)	117,6
Disposition d'un placement dans des actions cotées en bourse	-	75,9	(75,9)
Placement dans des actions cotées en bourse	-	(62,0)	62,0
Produits tirés de transactions de cession-bail	5,1	11,1	(6,0)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(235,9)	(333,5)	97,6
<b>Activités de financement</b>			
Rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie	(332,6)	-	(332,6)
Rachat d'actions	(69,1)	(56,4)	(12,7)
Augmentation (diminution) des autres emprunts à long terme	132,7	(46,7)	179,4
Dividendes versés en trésorerie	(32,8)	(25,1)	(7,7)
Sommes reçues afférentes à la résiliation anticipée de contrats de swap de taux d'intérêt	-	2,5	(2,5)
Émissions d'actions	11,4	2,5	8,9
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(290,4)	(123,2)	(167,2)
<b>Cote de crédit corporative</b>			
Standard and Poor's	BBB-	BB+	

(1) Ces fonds autogénérés sont présentés à titre d'information seulement et représentent une mesure de performance surtout utilisée par les milieux financiers. Ils représentent le bénéfice net plus les amortissements, la perte (gain) sur cessions d'immobilisations et les impôts futurs. Ils n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourraient donc être comparés à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

### Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2011, l'exploitation de nos magasins a généré des rentrées de fonds nettes de 618,9 millions \$, une augmentation de 128,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2010, principalement en raison du bénéfice net plus élevé.

### Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2011, nous avons acquis 47 magasins corporatifs pour un total de 38,5 millions \$ et nous avons déboursé un total de 202,5 millions \$ pour les dépenses en immobilisations. Les dépenses en immobilisations ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains de nos magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins ainsi que de l'amélioration continue de notre réseau.

### Activités de financement

Au cours de l'exercice 2011, nous avons procédé au rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie pour un montant de 332,6 millions \$. Les autres emprunts à long terme ont quant à eux augmenté de 132,7 millions \$, entre autres afin de pourvoir, en partie, au rachat de la dette subordonnée non garantie. Finalement, nous avons déboursé 69,1 millions \$ en vertu de notre programme de rachat d'actions alors que nous avons versé 32,8 millions \$ en dividendes.

## Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé des engagements contractuels financiers importants au 24 avril 2011 <sup>(1)</sup> :

	2012	2013	2014	2015	2016	Par la suite	Total
	(en millions de dollars US)						
Dette à long terme <sup>(2)</sup>	0,3	486,3	0,4	0,4	0,4	2,1	<b>489,9</b>
Contrats de location-acquisition	6,8	28,9	2,4	1,6	1,1	0,4	<b>41,2</b>
Contrats de location-exploitation	248,4	232,6	210,4	196,0	181,3	1 385,5	<b>2 454,2</b>
Total	255,5	747,8	213,2	198,0	182,8	1 388,0	<b>2 985,3</b>

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations déterminées.

(2) N'inclut pas les paiements d'intérêts futurs.

*Dette à long terme.* Au 24 avril 2011, notre dette à long terme totalisant 526,4 millions \$ se détaille comme suit :

- i) Emprunts de 486,0 millions \$ en vertu des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis. Le taux d'intérêt moyen pondéré effectif est de 0,75 % en date du 24 avril 2011. Des lettres de garantie de 0,6 million \$ CA et de 29,4 millions \$ étaient en circulation au 24 avril 2011.
- ii) Autres dettes à long terme de 40,4 millions \$, incluant certaines obligations relatives à des contrats de location-acquisition.

*Contrats de location-acquisition.* Quelques contrats de location-acquisition ont été pris en charge dans le cadre d'acquisitions tandis que nous avons eu à en assumer quelques autres au cours des derniers exercices. Les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes sont inclus dans nos bilans consolidés.

*Contrats de location-exploitation.* Nous louons une importante partie de nos biens immobiliers en vertu de contrats de location-exploitation conventionnels. Au Canada, nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de cinq à dix ans, tandis qu'aux États-Unis ces termes vont de dix à 20 ans; les contrats comportent des options de renouvellement dans les deux cas. Les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes ne sont pas inclus dans nos bilans consolidés. En vertu des contrats de location de certains magasins, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur les ventes des magasins ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

*Éventualités.* Dans le cours normal de nos activités, nous sommes partie à plusieurs procédures judiciaires et d'autres poursuites relatives à la conduite de nos affaires. Nous sommes d'avis que ces réclamations et litiges sont non fondés. Nous jugeons que tout paiement pouvant résulter de telles éventualités n'aurait pas d'incidence néfaste significative sur les résultats et la situation financière de la société.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'auto-assurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, ne seront pas couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins, y compris les obligations fiscales, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

## Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous finançons certaines de nos activités hors bilans au moyen de contrats de location-exploitation de certaines propriétés où nous menons des activités de vente au détail. Les engagements futurs sont compris dans l'élément « Contrats de location-exploitation » du tableau ci-dessus.

## Principales informations financières trimestrielles

Le cycle de présentation de l'information de 52 semaines de la société se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2006 ou de 2012 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après. Ces informations ont été préparées conformément aux PCGR canadiens et elles sont présentées en dollars US.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011				Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010			
	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>
	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 841,1</b>	<b>5 611,2</b>	<b>4 240,7</b>	<b>4 272,9</b>	4 003,5	4 935,2	3 825,8	3 675,1
Bénéfice avant amortissements des immobilisations et des autres actifs, frais financiers et impôts sur les bénéfices	136,3	169,1	199,7	229,7	150,5	141,3	176,4	178,4
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	51,5	67,0	49,8	48,0	49,4	63,2	46,9	45,0
Bénéfice d'exploitation	84,8	102,1	149,9	181,7	101,1	78,1	129,5	133,4
Frais financiers	2,0	10,0	7,4	6,9	7,4	8,6	7,0	6,9
<b>Bénéfice net</b>	<b>64,0</b>	<b>71,0</b>	<b>105,6</b>	<b>129,5</b>	68,8	54,8	88,2	91,1
<b>Bénéfice net par action</b>								
De base	0,35 \$	0,38 \$	0,57 \$	0,70 \$	0,37 \$	0,30 \$	0,48 \$	0,49 \$
Dilué	0,34 \$	0,38 \$	0,56 \$	0,69 \$	0,37 \$	0,29 \$	0,47 \$	0,48 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant ainsi que la saisonnalité ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel. Les acquisitions des dernières années et l'augmentation du prix du carburant à la pompe ont fait en sorte que les ventes de carburant représentent une proportion plus importante de notre chiffre d'affaires et, ainsi, nos résultats trimestriels sont plus sensibles à la volatilité des marges sur le carburant. Toutefois, les marges sur le carburant ont tendance à être moins volatiles lorsque considérées sur une base annuelle ou à plus long terme. Ceci étant dit, notre bénéfice d'exploitation continue de provenir en majeure partie de la vente de marchandises et services.

### Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2010

#### Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires avait atteint 16,4 milliards \$ pour l'exercice 2010, en hausse de 658,5 millions \$, soit une augmentation de 4,2 %, principalement attribuable à l'augmentation des ventes de 796,0 millions \$ due aux acquisitions, à l'impact positif de 194,0 millions \$ attribuable à un dollar canadien plus fort ainsi qu'à la croissance des ventes de marchandises et du volume de carburant par magasin comparable, tant aux États-Unis qu'au Canada. Ces facteurs expliquant l'augmentation avaient été contrebalancés, en partie, par la baisse des ventes de carburant de 763,0 millions \$ attribuable au prix de vente moyen à la pompe plus bas.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services de l'exercice 2010 avait été de 465,1 millions \$ ou 8,6 % dont 206,0 millions \$ avaient été générés par les acquisitions et 102,0 millions \$ par un dollar canadien plus fort. Du côté de la croissance interne, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis s'était établie à 2,9 %, en partie attribuable à l'augmentation du prix de vente des produits du tabac engendrée par la hausse des taxes sur ces produits tandis qu'elle s'était élevée à 4,8 % au Canada. Ces performances étaient satisfaisantes compte tenu du contexte économique difficile qui prévalait et découlait de la capacité de nos unités d'affaires de favoriser un mix-produit permettant d'accroître les niveaux de ventes même dans de telles conditions économiques.

Les ventes de carburant avaient affiché une augmentation de 193,4 millions \$ ou 1,9 % pour l'exercice 2010. Les acquisitions avaient contribué pour 220,8 millions de gallons additionnels, soit des ventes de 589,0 millions \$ qui s'ajoutaient à l'augmentation des ventes de 92,0 millions \$ générée par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est de la croissance du volume de carburant par magasin comparable, elle avait été de 1,0 % aux États-Unis et de 3,0 % au Canada. Le prix de vente moyen plus bas du carburant avait quant à lui engendré une diminution des ventes de 763,0 millions \$, tel que le démontre le tableau suivant :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,41	2,48	2,59	2,71	<b>2,55</b>
Canada (cents CA par litre)	88,80	89,24	90,00	92,36	<b>90,07</b>
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2009					
États-Unis (dollars US par gallon)	3,91	3,67	2,00	1,95	<b>2,78</b>
Canada (cents CA par litre)	122,66	114,37	78,05	78,67	<b>95,63</b>

## Marge brute

Au cours de l'exercice 2010, la marge brute consolidée sur les marchandises et services s'était chiffrée à 33,1 %. Aux États-Unis, elle s'était chiffrée à 32,8 %, identique à celle de l'exercice 2009. Au Canada, la marge brute s'était chiffrée à 33,7 %, en baisse de 0,6 % en raison d'une proportion plus élevée des ventes de cigarettes dans le mix-produit, ce qui avait mis une pression à la baisse sur la marge en pourcentage tout en restant bénéfique en valeur absolue considérant l'augmentation du volume de vente en unités. De plus, au Canada, la marge brute de l'exercice 2010 se comparait à une marge brute qui avait bénéficié de montants non-récurrents au premier trimestre de l'exercice 2009 découlant d'ajustements aux obligations envers des agents opérateurs dans l'unité d'affaires de l'Ouest ainsi que d'ajustements rétroactifs de certains rabais fournisseurs. Finalement, tant aux États-Unis qu'au Canada, les ventes et la marge brute reflétaient notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi que les améliorations apportées à nos conditions d'approvisionnement.

En ce qui concerne la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs des États-Unis, elle affichait une baisse de 3,04 ¢ par gallon, passant de 17,55 ¢ par gallon durant l'exercice 2009 à 14,51 ¢ par gallon en 2010, une diminution de 17,3 %. Au Canada, la marge était à la hausse, atteignant 5,31 ¢ CA par litre comparativement à 4,97 ¢ CA par litre pour l'exercice 2009. Contrairement à la marge moyenne sur le carburant de l'exercice 2009 qui était particulièrement élevée aux États-Unis, la marge de l'exercice 2010 correspondait plus à nos attentes basées sur les marges historiques. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 26 avril 2009 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	15,43	15,78	12,88	14,42	<b>14,51</b>
Frais liés aux modes de paiements électroniques	3,56	3,79	3,85	4,14	<b>3,83</b>
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	11,87	11,99	9,03	10,28	<b>10,68</b>
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2009					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	15,55	24,88	18,21	11,38	<b>17,55</b>
Frais liés aux modes de paiements électroniques	5,07	4,94	3,15	3,10	<b>3,96</b>
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	10,48	19,94	15,06	8,28	<b>13,59</b>

## Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour l'exercice 2010, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux étaient en hausse de 3,1 % comparativement à l'exercice précédent. Les frais avaient augmenté de 4,8 % en raison des acquisitions et de 1,6 % en raison de l'appréciation du dollar canadien tandis qu'ils avaient diminué de 0,2 % en raison de la baisse des frais liés aux modes de paiements électroniques, de 0,8 % en raison du gain non récurrent suivant la disposition des actions de Casey's et de 0,2 % en vertu du renversement de provisions suivant l'analyse finale de celles-ci. En excluant ces éléments, la baisse des frais était donc de 2,1 %. De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables ainsi que le gain non récurrent relié à Casey's et le renversement de certaines provisions enregistré au cours de l'exercice 2010, les frais avaient représenté 29,8 % des ventes au cours de l'exercice 2010 contre 31,1 % au cours de l'exercice 2009.

Cette très bonne performance découle notamment de notre gestion prudente des dépenses que nous sommes en mesure de contrôler et des initiatives de réduction des coûts durables que nous avons mises en place. Cette performance était d'autant plus satisfaisante que les frais en proportion des ventes de marchandises et services avait affiché une diminution pour un cinquième trimestre consécutif et ce, sans affecter le service que nous offrons à nos clients.

### Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissements (BAIIA)

Le BAIIA avait atteint 646,6 millions \$, en hausse de 10,0 % par rapport à l'exercice 2009. De ce montant, 28,1 millions \$ provenaient des acquisitions.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les PCGR canadiens, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées les	
	25 avril 2010	26 avril 2009
Bénéfice net, tel que publié	302,9	253,9
Rajouter :		
Impôts sur les bénéfices	109,3	114,7
Frais financiers	29,9	36,2
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	204,5	183,0
BAIIA	646,6	587,8

### Amortissements des immobilisations et des autres actifs

Pour l'exercice 2010, la dépense d'amortissements avait augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau.

### Frais financiers

Les frais financiers avaient diminué de 6,3 millions \$ comparativement à l'exercice 2009. Cette diminution résultait principalement de la baisse de nos taux d'intérêt moyens.

### Impôt sur les bénéfices

Le taux d'impôt s'était chiffré à 26,5 % comparativement au taux de 31,1 % pour l'exercice 2009. La diminution du taux reflétait la réorganisation corporative mise en place lors de l'exercice précédent ainsi que les ajustements de taux découlant de la comparaison entre la dépense d'impôts estimée et la dépense d'impôts réelle résultant de la préparation des déclarations d'impôt de l'exercice 2009.

### Bénéfice net

Nous avons clôturé l'exercice 2010 avec un bénéfice net de 302,9 millions \$, soit 1,64 \$ par action ou 1,60 \$ par action sur une base diluée comparativement à 253,9 millions \$ l'année précédente (1,29 \$ par action sur une base diluée), en hausse de 49,0 millions \$, soit 19,3 %, malgré une marge brute sur le carburant aux États-Unis inférieure de 3,04 ¢ par gallon, ce qui représentait une diminution du bénéfice net d'approximativement 75,0 millions \$ ou 0,40 \$ par action sur une base diluée. En ce qui a trait au gain sur disposition des actions de Casey's et au renversement non récurrent de provisions, ils représentaient respectivement une augmentation de 0,06 \$ et 0,02 \$ du bénéfice net dilué par action. Ainsi, en excluant ces éléments, le bénéfice net aurait été de 287,9 millions \$ ou 1,52 \$ par action sur une base diluée, ce qui représente une augmentation de 34,0 millions \$ ou 13,4 %. En ce qui a trait au dollar canadien plus fort, il avait eu un impact favorable de 1,5 million \$ sur le bénéfice net.

### Contrôles internes

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière. Nous évaluons continuellement l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. En date du 24 avril 2011, notre direction et nos auditeurs externes ont émis des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication d'information conçu pour assurer la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public, en tenant compte de l'importance relative. Les contrôles et procédures sur la communication d'information visent à faire en sorte que l'information que doit communiquer la société dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit accumulée et communiquée à la direction de la société, y compris son chef de la direction et son chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer.

## Principes et estimations comptables essentiels

*Estimations.* Le présent rapport de gestion repose sur nos états financiers consolidés, qui ont été établis selon les PCGR canadiens. Ces principes requièrent que nous fassions certaines estimations et hypothèses à l'égard de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, tels qu'apparaissant à nos états financiers. Nous analysons de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible, incluant celles relatives aux rabais fournisseurs, aux coûts environnementaux, aux impôts sur les bénéfices, à la comptabilisation des contrats de location et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

*Stocks.* Nos stocks se composent principalement de produits destinés à la revente, notamment de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de boissons, de produits alimentaires frais et emballés, d'autres produits et services et de carburant. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises - centres de distribution est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des marchandises - vente au détail est évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale et le coût des stocks de carburant est déterminé selon la méthode du coût moyen. Certains jugements et certaines estimations de la direction servant à déterminer les marges brutes pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks de clôture et les résultats d'exploitation.

*Dépréciation d'actifs à long terme.* Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs résultant de leur utilisation et de leur cession éventuelle. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur juste valeur, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. Nous nous basons sur les conditions du marché et sur notre performance opérationnelle pour évaluer s'il existe des indices de dépréciation. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient nous inciter à conclure que des indices de dépréciation existent effectivement et que des tests de dépréciation devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

*Écarts d'acquisition, marques de commerce et licences.* Les écarts d'acquisition, les marques de commerce et les licences sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses actifs intangibles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable des écarts d'acquisition, des marques de commerce ou des licences pourraient être surévaluée. Notre test de dépréciation annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

*Questions environnementales.* Nous constatons une provision pour les frais de réhabilitation estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour nos sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur notre expérience antérieure en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation.

Dans tous les États américains où nous exerçons nos activités, sauf le Michigan, l'Iowa, la Floride, l'Arizona, le Texas et l'État de Washington, un fonds en fiducie pour le remboursement de certains frais de réhabilitation et des frais pour l'enlèvement des installations pétrolières est disponible. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour le nettoyage des dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et par une taxe de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais d'enregistrement et remettons les taxes de vente dans les États où nous participons aux fonds en fiducie. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

*Impôts sur les bénéfices.* Des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés pour tenir compte des incidences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs existants dans les états financiers et leurs valeurs fiscales respectives. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront aux bénéfices imposables des exercices au cours desquels ces écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. Le calcul des impôts exigibles et futurs exige que la direction fasse des estimations, pose des hypothèses et porte un certain jugement sur ce qui suit : les valeurs comptables des actifs et des passifs existants dans les états financiers, lesquels font l'objet d'estimations comptables pour ce qui est des soldes, l'interprétation des lois fiscales dans les



diverses compétences fiscales, les attentes quant aux résultats d'exploitation futurs et au moment où les écarts temporaires seront résorbés et les vérifications possibles des déclarations fiscales effectuées par les organismes de réglementation. La direction estime que la provision pour les impôts sur les bénéfices est suffisante en fonction des informations présentement à sa disposition.

Des changements ou des écarts dans ces estimations ou ces hypothèses peuvent entraîner des modifications aux soldes des impôts exigibles ou futurs aux bilans consolidés, une charge ou un crédit à la charge d'impôts dans les états consolidés des résultats et peuvent donner lieu à des encaissements ou à des décaissements.

*Assurances et indemnités pour accidents de travail.* Nous employons une combinaison d'assurance, de franchise auto-assurée et d'auto-assurance pour nous protéger contre certains risques comme les accidents de travail (dans certains états), les dommages matériels et les poursuites en responsabilité civile générale. Les provisions pour ce type de pertes sont estimées selon nos antécédents de réclamations et les hypothèses actuarielles employées dans le secteur des assurances. Une révision importante de notre passif pourrait s'imposer si nos statistiques de réclamations ou les hypothèses actuarielles de nos assureurs changeaient de façon considérable. Les pertes réelles pourraient différer des montants constatés. Au Canada, les indemnités pour accidents de travail sont garanties par une assurance imposée par le gouvernement, tandis qu'aux États-Unis, nous devons souscrire à une assurance responsabilité civile, sauf dans certains états où nous sommes auto-assurés. En ce qui concerne l'assurance responsabilité civile aux États-Unis, notre part ayant trait aux indemnités pour accidents de travail est calculée, en ayant recours à des estimations actuarielles indépendantes, et en nous basant sur les passifs globaux que nous avons encourus lors des réclamations passées.

## **Normes comptables publiées récemment**

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables (« CNC ») a émis un communiqué confirmant que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en 2011. Ainsi, nous adopterons les IFRS le 25 avril 2011.

Étant donné que nous adopterons les IFRS le 25 avril 2011, les nouvelles normes relatives aux PCGR canadiens entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après ne sont pas présentées en tant que modifications comptables futures, car nous ne les appliquerons pas.

## **Facteurs de risque**

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez Couche-Tard. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et subséquemment sur notre rendement.

Nous gérons les risques de façon continue et mettons en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

*Carburant.* Nous sommes sensibles aux variations du prix de vente et de la marge brute sur le carburant. Des facteurs hors de notre contrôle tels que les conditions d'approvisionnement changeantes, les fluctuations du coût du pétrole liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix de vente du carburant sont tous des facteurs susceptibles de faire varier le prix de vente du carburant ainsi que la marge brute afférente. Durant l'exercice 2011, nos ventes de carburant ont représenté environ 67,0 % du total du chiffre d'affaires mais notre marge brute sur le carburant ne représentait qu'environ 25,0 % de notre marge brute totale. Pour l'exercice 2011, une variation de un cent par gallon aurait occasionné une variation d'approximativement 41,4 millions \$ de la marge brute, et aurait eu un impact sur le bénéfice net de 0,17 \$ par action sur une base diluée pour nos magasins corporatifs. Nous avons en place une politique de gestion de prix afin de nous permettre de s'adapter rapidement, dans la mesure du possible, à la fluctuation des prix du carburant ainsi que des ententes commerciales nous assurant une certaine stabilité d'approvisionnement.

*Modes de paiements électroniques.* Nous sommes exposés à des fluctuations significatives des frais afférents aux modes de paiements électroniques causées par la hausse importante des prix de détail du carburant, en particulier dans nos marchés américains puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés, en grande partie, sur un pourcentage des prix de détail du carburant. À titre d'exemple, pour l'exercice 2011, une augmentation du prix de détail du carburant de dix cents par gallon aurait occasionné une hausse des frais afférents aux modes de paiements électroniques d'environ 5,6 millions \$, ce qui aurait eu un impact sur le bénéfice net de 0,02 \$ par action sur une base diluée. De façon continue, nous étudions diverses opportunités qui permettraient de réduire les risques liés aux modes de paiement électroniques.

*Caractère saisonnier et catastrophes naturelles.* Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients

font plus d'opérations et achètent des articles offrant une marge brute importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. C'est pour cette raison que nous sommes toujours à l'écoute des besoins de nos clients et innovons par la mise en marché de produits et de campagnes publicitaires incitatives. Nous avons des opérations dans les régions de la Côte Ouest et du Sud-Est des États-Unis et, malgré le fait que ces régions soient généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont sujettes à d'importantes tempêtes, incluant des ouragans ou des tempêtes de vent violent et des tremblements de terre sur la Côte Ouest américaine et d'autres catastrophes naturelles.

*Conjoncture économique.* Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir des fluctuations des variables économiques régionales et locales et de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché. Bien qu'il soit impossible de déterminer l'amplitude et la durée des récessions, nous ajustons nos stratégies de mise en marché selon la conjoncture économique et nous favorisons l'innovation constante dans nos pratiques commerciales tout en appliquant une gestion serrée des dépenses et du bilan.

*Produits du tabac.* Les produits du tabac constituent notre principale catégorie de produits provenant des ventes de marchandises et services. Au cours de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires relatif aux produits du tabac s'est élevé à environ 43.0 % du chiffre d'affaires provenant des marchandises et des services. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes et une hausse des taxes sur les produits du tabac, ainsi que les lois et campagnes dissuasives nationales et locales éventuelles ou en vigueur aux États-Unis et au Canada pourraient réduire la demande en produits du tabac et réduire, par conséquent, notre chiffre d'affaires et nos bénéfices en raison de la concurrence dans nos marchés et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

De plus, puisque nous vendons des marques de cigarettes fabriquées à des fins de vente exclusive, nous pourrions faire l'objet de poursuites liées à des problèmes de santé découlant de l'usage du tabac. En effet, diverses actions en justice, poursuites et réclamations liées à des problèmes de santé découlant de la vente, de la distribution, de la fabrication, de la conception, de la publicité et du marketing de cigarettes ont été intentées contre des marchands de produits du tabac. Tout jugement défavorable prononcé contre nous dans des poursuites liées à des problèmes de santé pourrait altérer notre situation financière et notre capacité à payer les intérêts et le capital de nos dettes. En conformité avec les normes comptables, nous n'avons pas constitué de réserves pour des dépenses ou des résultats défavorables résultant de poursuites éventuelles liées à des problèmes de santé.

*Concurrence.* En plus d'être très concurrentiels, les secteurs d'activités et les régions géographiques dans lesquels nous exerçons nos activités sont marqués par des fluctuations continues du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les pharmacies locales et les chaînes de pharmacies. Au fil des années, nous avons développé notre réseau en optant pour des emplacements de choix tout en développant une expertise dans notre créneau d'activité, notamment par l'investissement dans la modernisation de nos magasins soutenu par des mises en marché adaptées aux différents marchés. Cette mise en marché est appuyée par une offre variée de produits de marque privée, de programmes de fidélisation de la clientèle ainsi qu'une attention particulière au service à la clientèle, ce qui nous confère un avantage concurrentiel. Nous surveillons donc de près nos concurrents, l'évolution du marché ainsi que notre part du marché afin de pouvoir réagir en temps opportun et préserver notre position concurrentielle. Nous croyons que nos emplacements de choix rendent l'accès à nos marchés plus difficile pour d'éventuels nouveaux concurrents.

*Environnement.* Nos activités sont assujetties à un certain nombre de lois et règlements relatifs à l'environnement, notamment en ce qui concerne les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, les rejets de substances dangereuses ou toxiques et l'assainissement de sites contaminés. En vertu de lois et de règlements fédéraux, provinciaux, d'état ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou d'assainissement de nos sites actuels ou antérieurs contaminés, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. À cet égard, nous jouons un rôle proactif dans la recherche de moyens permettant de réduire les répercussions de ses activités sur l'environnement et d'adopter des processus durables. Nous surveillons régulièrement nos installations afin de déterminer si elles font l'objet de contamination environnementale et nous prévoyons des réserves dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels d'assainissement de l'environnement et de conformité que nous jugeons adéquats.

Dans tous les États américains où nous exerçons nos activités, sauf le Michigan, l'Iowa, la Floride, l'Arizona, le Texas et l'État de Washington, un fonds en fiducie pour le remboursement de certains frais de réhabilitation et des frais pour l'enlèvement des installations pétrolières est disponible. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour le nettoyage des dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et par une taxe de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais

d'enregistrement et remettons les taxes de vente dans les États où nous participons aux fonds en fiducie. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

*Acquisitions.* Les acquisitions représentent une partie importante de notre stratégie de croissance. Nous prévoyons continuer à sélectionner soigneusement des acquisitions stratégiques à l'avenir. Notre capacité à réaliser des acquisitions dans l'avenir et à les intégrer de façon efficace et dans des conditions avantageuses pour nous pourrait être limitée par le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes, par l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions majeures, s'il y a lieu. Bien que par le passé, nous ayons réalisé des enquêtes diligentes sur les entreprises ou actifs que nous avons acquis et que nous comptons continuer à le faire pour les acquisitions futures, il se peut que certains passifs des entreprises ou des actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente ou que nous ne soyons pas en mesure de les identifier, et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire. Dans la mesure du possible, nous tâchons de minimiser l'incidence de ces types de passifs potentiels en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, lesquelles peuvent dans certains cas consister à reporter le paiement d'une partie du prix d'achat.

*Exigences législatives et réglementaires.* Nos activités et nos propriétés sont assujetties aux lois et règlements des gouvernements, y compris, sans s'y limiter, les lois et règlements portant sur l'emploi, les règlements régissant la vente d'alcool et de tabac, les exigences liées au salaire minimum et d'autres lois et règlements telles les lois fiscales et règlements applicables. Toute modification des lois ou des règlements susmentionnés défavorable pour nous ou nos actifs pourrait avoir des répercussions sur notre performance d'exploitation ou financière.

*Taux d'intérêt.* Nous sommes exposés au risque de fluctuations de taux d'intérêt suite à des variations de taux d'intérêt à court terme. Nous avons une dette dont une tranche de 486,0 millions \$ porte intérêt à des taux variables. En appliquant les taux d'intérêt en vigueur au 24 avril 2011 à nos dettes actuelles, nos frais d'intérêts totaux s'élèveraient à environ 6,0 millions \$. Une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêt ferait augmenter nos frais d'intérêts totaux annuels de 4,9 millions \$, un impact sur le bénéfice net de 0,02 \$ par action sur une base diluée. Nous n'avons actuellement recours à aucun instrument dérivé visant à atténuer ce risque. Nous analysons par contre le risque de taux d'intérêt sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif, les possibilités de couvertures ainsi que notre capacité à faire face aux fluctuations des taux d'intérêt.

*Liquidité.* Le risque de liquidité est le risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos engagements de location. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer et de nos contrats de location. Nous tirons principalement nos liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, nous analysons nos réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte nos besoins opérationnels, notre situation fiscale et nos besoins en capital tout en nous assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour rencontrer nos obligations en vertu de nos sources de liquidités actuellement disponibles. En date du 24 avril 2011, 1,0 milliard \$ étaient disponibles en vertu de nos facilités de crédit dont une tranche d'approximativement 485,0 millions \$ était inutilisée. Ces facilités de crédit viennent à échéance en septembre 2012.

*Poursuites.* Dans le cours normal des affaires, Couche-Tard est le défendeur dans un certain nombre d'actions en justice et de réclamations habituelles pour une entreprise dans le secteur du commerce au détail. Nous atténuons notre risque notamment par l'entremise de couvertures d'assurances disponibles. Nous surveillons régulièrement ces poursuites et nous prévoyons des réserves, le cas échéant, dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels estimables.

*Assurances.* La plupart de nos installations sont couvertes par des assurances responsabilité civile, des assurances en cas d'incendie et des garanties connexes dont les conditions particulières et les montants d'assurance correspondent à ceux de biens similaires dans notre secteur d'activités. Certains types de sinistres, comme ceux attribuables à des guerres, à des actes terroristes ou à des catastrophes naturelles ne sont, en général, pas assurés parce qu'ils ne sont pas assurables ou économiquement inapplicables. Pour la portion des pertes non couvertes par des assurances ou pour lesquelles la franchise est très élevée, nous prévoyons, le cas échéant, des réserves dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels estimables.

*Actes de guerre ou de terrorisme.* Des actes de guerre ou de terrorisme pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur l'offre et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

*Taux de change.* La plupart de nos revenus et de nos charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Par conséquent, notre sensibilité à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à une portion de notre dette à long terme libellée en dollars américains. Au 24 avril 2011, toutes choses étant égales par ailleurs, un renforcement (affaiblissement) hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu un impact favorable (défavorable) net de 17,2 millions \$ sur les autres éléments du résultat étendu.

## Normes internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes adopteront les Normes internationales d'information financière (IFRS) établies par le International Accounting Standard Board (IASB), à compter de l'année 2011. Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) présentement en vigueur. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent des différences au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation de l'information.

Ces normes sont applicables aux exercices commençant le ou après le 1er janvier 2011. Les entreprises devront présenter les informations financières comparatives en conformité avec les normes IFRS pour l'année financière précédente. Nous publierons des états financiers consolidés dressés conformément aux IFRS à compter du premier trimestre de notre exercice 2012.

Nous avons élaboré un plan de conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS. Nous avons désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Nos auditeurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Notre comité de vérification veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS tandis que nous continuons de fournir une formation aux employés clés. Des modifications de conventions comptables auront lieu et auront une incidence sur nos états financiers consolidés.

Les principales phases, activités, échéances et l'état de l'avancement de notre plan de travail sont résumés ci-après :

<b>Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic</b>	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation et des informations à fournir dans les états financiers consolidés.</li> <li>○ Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis au niveau de leur implantation.</li> </ul>
Échéance	Fin de l'exercice 2008
Avancement	Terminé
<b>Phase 2 : Analyse des normes</b>	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Analyse des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS.</li> <li>○ Choix des conventions comptables que la société appliquera de façon continue.</li> <li>○ Choix par la société des allègements offerts par la norme IFRS 1 à la date de transition.</li> <li>○ Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés.</li> <li>○ Analyse des informations à fournir.</li> <li>○ Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes.</li> <li>○ Préparation du bilan d'ouverture consolidé à la date de transition.</li> <li>○ Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ technologies de l'information ;</li> <li>▪ contrôle interne à l'égard de l'information financière ;</li> <li>▪ contrôles et procédures de communication de l'information ;</li> <li>▪ contrats ;</li> <li>▪ rémunération ;</li> <li>▪ fiscalité ;</li> <li>▪ formation.</li> </ul> </li> <li>○ Présentation, à nos auditeurs, de nos conclusions sur notre bilan en date de transition (bilan d'ouverture) et de notre projet d'états financiers consolidés et de notes.</li> </ul>
Échéance	Fin novembre 2010
Avancement	Terminé
<b>Phase 3 : Mise en application</b>	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Compilation des données financières comparatives.</li> <li>○ Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir.</li> <li>○ Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir.</li> <li>○ Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.</li> </ul>
Échéance	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Exercice 2011 : bilan d'ouverture, données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux.</li> <li>○ Au cours de l'exercice 2012 : nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.</li> </ul>
Avancement	En cours

### **Incidence estimative préliminaire de la transition IFRS**

L'information suivante fournit un aperçu des effets préliminaires du passage aux IFRS sur les états financiers consolidés de la société. Les lecteurs doivent garder à l'esprit qu'il pourrait ne pas être avisé d'utiliser cette information à d'autres fins et que cette information pourrait changer. L'IASB révisé actuellement un grand nombre de normes IFRS. L'analyse des changements et des décisions à prendre en matière de convention comptables a été effectuée en fonction des normes comptables présentement en vigueur. Les tableaux suivants présentent l'impact préliminaire des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS sur le bilan d'ouverture au 26 avril 2010, le bilan au 24 avril 2011 et sur les résultats de l'exercice 2011.

### **Exemptions relativement à la première adoption**

Lors de la transition, l'IFRS 1 impose certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions à l'application rétrospective complète. La société a appliqué les exceptions obligatoires et les exemptions facultatives suivantes :

#### **Exceptions obligatoires appliquées par la société :**

- Les actifs et les passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS.
- La société a appliqué la comptabilité de couverture dans le premier bilan seulement lorsque toutes les conditions requises selon l'IAS 39 ont été satisfaites à la date de transition.
- Les estimations établies auparavant aux termes des PCGR du Canada n'ont pas été révisées en raison de l'application des IFRS, sauf si cela était nécessaire pour tenir compte des différences dans les conventions comptables.

#### **Autres exemptions facultatives adoptées par la société :**

- La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition (26 avril 2010), incluant les regroupements d'entreprise effectués par la coentreprise. Voir la note g pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- Pour tous ses régimes d'avantages sociaux, la société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés existant à la date de transition aux bénéficiaires non répartis. Voir la note d pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- La société a choisi de ne pas comptabiliser rétrospectivement l'effet sur les actifs des variations des passifs existants relatifs à ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et des passifs similaires, lesquelles variations peuvent s'être produites avant la date de transition.
- La société a choisi d'utiliser les faits et circonstances qui existaient en date du 26 avril 2004 pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Les accords signés après cette date et qui ont été évalués selon les PCGR du Canada n'ont pas été analysés de façon détaillée puisque ces analyses auraient donné lieu à des conclusions semblables selon IAS17 et IFRIC 4.
- La société a choisi d'utiliser l'exemption prévue par IFRS 1 et a appliqué IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 29 avril 2002 qui n'étaient pas acquis à la date de transition.
- La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion dans le solde d'ouverture des résultats non distribués à la date de transition. Voir la note i pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 26 avril 2010

Éléments de rapprochement avec les IFRS

Notes explicatives	Bilan selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail	Actualisation des provisions	Contrats déficitaires	Avantages sociaux futurs	Option d'achat d'action	Coentreprise	Différences de présentation	Renversement des écarts de change	Bilan selon les IFRS
	\$	a)	b)	c)	d)	e)	f)	h)	i)	\$
<b>Actif</b>										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	220,9	-	-	-	-	-	(5,2)	-	-	215,7
Débiteurs	286,2	-	-	-	-	-	(5,4)	-	-	280,8
Stocks	474,1	-	-	-	-	-	(4,2)	-	-	469,9
Frais payés d'avance	20,2	-	-	-	-	-	(0,2)	-	-	20,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	4,7	-	-	-	-	-	-	13,0	-	17,7
Impôts différés	24,9	-	-	-	-	-	-	(24,9)	-	-
	<b>1 031,0</b>						<b>(15,0)</b>	<b>(11,9)</b>		<b>1 004,1</b>
Immobilisations	1 980,5	-	-	-	-	-	(65,6)	-	-	1 914,9
Goodwill	426,5	-	-	-	-	-	(1,2)	-	-	425,3
Intangibles	188,2	-	-	-	-	-	-	-	-	188,2
Participation dans une coentreprise	-	-	(1,1)	-	-	-	42,1	-	-	42,1
Autres actifs	65,2	-	-	0,2	(8,3)	-	-	-	-	55,8
Impôts différés	5,3	-	(1,1)	0,2	3,0	-	-	0,1	-	8,6
	<b>3 696,7</b>		<b>(1,1)</b>	<b>0,2</b>	<b>(5,3)</b>		<b>(39,7)</b>	<b>(11,8)</b>		<b>3 639,0</b>
<b>Passif</b>										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	872,9	(0,1)	-	-	-	-	(14,2)	(36,9)	-	821,7
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	31,4	-	31,4
Portion à court terme de la dette à long terme	4,4	-	-	-	-	-	-	-	-	4,4
Impôts différés	5,6	-	-	-	(3,0)	-	-	(2,8)	-	-
	<b>882,9</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>(3,0)</b>	<b>-</b>	<b>(14,2)</b>	<b>(8,3)</b>	<b>-</b>	<b>857,5</b>
Dette à long terme	736,8	-	-	-	-	-	(24,9)	-	-	711,9
Provisions	-	-	(3,4)	0,8	-	-	-	90,3	-	87,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	285,8	(98,6)	-	-	13,2	-	(0,6)	(71,8)	-	128,0
Impôts différés	176,9	38,4	0,6	-	-	-	-	(22,0)	-	193,9
	<b>2 082,4</b>	<b>(60,3)</b>	<b>(2,6)</b>	<b>0,8</b>	<b>10,2</b>	<b>-</b>	<b>(39,7)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>-</b>	<b>1 979,0</b>
<b>Capitaux propres</b>										
Capital-actions	319,5	-	-	-	-	-	-	-	-	319,5
Surplus d'apport	18,8	-	-	-	-	1,6	-	-	-	20,4
Bénéfices non répartis	1 167,0	60,3	1,5	(0,6)	(15,5)	(1,6)	-	108,6	-	1 319,7
Cumul des autres éléments du résultat global	109,0	-	-	(0,6)	(15,5)	-	-	(108,6)	-	0,4
	<b>1 614,3</b>	<b>60,3</b>	<b>1,5</b>	<b>(0,6)</b>	<b>(15,5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 660,0</b>
	<b>3 696,7</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>	<b>0,2</b>	<b>(5,3)</b>	<b>-</b>	<b>(39,7)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>-</b>	<b>3 639,0</b>

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 24 avril 2011

Éléments de rapprochement avec les IFRS

Notes explicatives	Bilan selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail	Actualisation des provisions	Avantages sociaux futurs	Option d'achat d'action	Coentreprise	Frais d'acquisition de regroupement d'entreprises	Différences de présentation	Renversement des écarts de change	Bilan selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif</b>										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4									309,7
Débiteurs	356,1					(10,7)				349,1
Stocks	530,7					(6,9)	(0,1)			526,0
Frais payés d'avance	21,3					(4,7)				21,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	26,6					(0,3)		9,8		36,4
Impôts différés	33,9		(0,2)	2,8				(36,5)		-
	1 289,0		(0,2)	2,8		(22,6)	(0,1)	(26,7)		1 242,2
Immobilisations	2 002,8					(67,2)	(0,2)			1 935,4
Goodwill	442,5					(1,1)	(0,5)			440,9
Intangibles	188,6									188,6
Participation dans une coentreprise	-					48,2				48,2
Autres actifs	66,9		(0,8)	(7,9)		(0,2)				58,0
Impôts différés	9,8			2,9						12,7
	3 999,6		(1,0)	(2,2)		(42,9)	(0,8)	(26,7)		3 926,0
<b>Passif</b>										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	994,5	(0,2)				(17,5)		(40,3)		936,5
Provisions	-							36,3		36,3
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6									4,6
Impôts différés	21,2							(21,2)		-
	1 020,3	(0,2)				(17,5)		(25,2)		977,4
Dette à long terme	521,8					(24,9)				496,9
Provisions	-		(3,3)					92,0		88,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	299,0	(95,6)		13,0		(0,5)		(78,2)		137,7
Impôts différés	222,4	37,2	0,7				(0,3)	(15,3)		244,7
	2 063,5	(58,6)	(2,6)	13,0		(42,9)	(0,3)	(26,7)		1 945,4
<b>Capitaux propres</b>										
Capital-actions	323,8									323,8
Surplus d'apport	18,1				1,2					19,3
Bénéfices non répartis	1 444,5	58,5	1,6	(15,2)	(1,2)		(0,5)		108,6	1 596,3
Cumul des autres éléments du résultat global	149,7	0,1							(108,6)	41,2
	1 936,1	58,6	1,6	(15,2)			(0,5)			1 980,6
	3 999,6	-	(1,0)	(2,2)		(42,9)	(0,8)	(26,7)		3 926,0

Rapprochement de l'état du résultat consolidé pour l'exercice terminé le 24 avril 2011

Éléments de rapprochement avec les IFRS

Notes explicatives	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	18 965,9						(415,5)			18 550,4
Coût des ventes (excluant l'amortissement des immobilisations et des autres actifs tels que présentés séparément ci-dessous)	16 180,7						(376,0)			15 804,7
<b>Marge brute</b>	2 785,2						(39,5)			2 745,7
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 050,4	3,0	(0,9)	(0,8)	(0,6)	(0,4)	(18,1)	0,8	(4,5)	2 028,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	216,3						(2,6)			213,7
Bénéfice d'exploitation	518,5	(3,0)	0,9	0,8	0,6	0,4	(18,8)	(0,8)	4,5	503,1
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-						16,9			16,9
Frais de financement	37,6		0,7				(1,9)		4,5	40,9
Revenus financiers	(11,3)									(11,3)
Frais de financement nets	26,3		0,7				(1,9)		4,5	29,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	492,2	(3,0)	0,2	0,8	0,6	0,4	-	(0,8)	-	490,4
Impôts sur les bénéfices	122,1	(1,2)	0,1	0,2	0,3		-	(0,3)		121,2
<b>Bénéfice net</b>	370,1	(1,8)	0,1	0,6	0,3	0,4	-	(0,5)	-	369,2



## Notes relatives aux rapprochements

### a) Comptabilisation des gains reportés sur transactions de cession-bail

*Sous les PCGR du Canada:* Le chapitre 3065 du manuel de l'ICCA « *Contrats de location* » exigeait que tout gain ou perte découlant d'une transaction de cession-bail soit reporté et amorti sur la durée du bail. La perte devait être comptabilisée en résultats immédiatement lorsque la juste valeur du bien subséquemment loué était inférieure à sa valeur comptable au moment de la transaction.

*Sous les IFRS :* IAS 17 « *Contrats de location* » exige la comptabilisation en résultats immédiate de tout gain ou perte découlant de transactions de cession-bail sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif;
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

En vertu de cette différence, la société a analysé tous les gains reportés existants en date de transition. Lorsque les transactions avaient été conclues à la juste valeur, les gains reportés au bilan en date de transition ont été renversés et comptabilisés aux bénéfices non répartis. L'amortissement des gains reportés comptabilisé en 2011 a été renversé et tous les gains qui avaient été reportés suite à des transactions de cession-bail réalisées en 2011 ont été reclassés et enregistrés directement aux résultats.

### b) Actualisation des provisions

*Sous les PCGR du Canada:* La seule provision qui devait être actualisée était la provision pour mise hors service d'immobilisation et le taux ne devait pas être ajusté rétroactivement.

*Sous les IFRS :* IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* » stipule que lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de toutes provisions doit être la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour régler l'obligation.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue toutes les provisions comptabilisées au bilan en date de transition et a actualisé celles dont la valeur temps avait un impact significatif. Ceci a eu pour impact de réduire le solde des provisions comptabilisées au bilan en date de transition. Pour l'exercice 2011, les nouvelles charges comptabilisées en résultats relativement à ces provisions ont été réduites afin de refléter leur actualisation et une charge de désactualisation a été enregistrée aux résultats.

### c) Contrats déficitaires

*Sous les PCGR du Canada:* Aucune provision n'était comptabilisée pour les contrats déficitaires.

*Sous les IFRS :* Selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », si une entité a un contrat déficitaire, l'obligation actuelle résultant de ce contrat doit être comptabilisée et évaluée comme une provision. Un contrat déficitaire est un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat. Les coûts inévitables d'un contrat reflètent le coût net de sortie du contrat, c'est-à-dire le plus faible du coût d'exécution du contrat ou de toute indemnisation ou pénalité découlant du défaut d'exécution.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue les contrats existants en date de transition afin d'identifier les contrats déficitaires. Il en a résulté la comptabilisation d'une provision pour contrat déficitaire en date du 26 avril 2010. Cette provision est comptabilisée aux résultats et renversée au fur et à mesure de l'avancement des contrats. Ceci a entraîné une diminution des frais d'exploitation, de vente et d'administration de l'exercice 2011 suite à l'amortissement de la provision.

## **d) Avantages sociaux futurs**

### **i) Gain et pertes actuarielles non amorties**

*Sous les PCGR du Canada:* En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », pour un régime à prestations déterminées, une entité devait utiliser la méthode du « corridor » et constater dans la période un montant au titre de l'amortissement du gain ou de la perte actuariel si, au début de la période, le gain ou la perte actuariel net non amorti excédait dix pourcent du plus élevé des deux montants suivants :

- a) le solde de l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice; et
- b) la juste valeur, ou la valeur liée au marché, des actifs du régime au début de l'exercice.

*Sous les IFRS :* Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité peut choisir d'utiliser la méthode du corridor impliquant la non-comptabilisation d'une partie des écarts actuariels ou choisir de comptabiliser les écarts actuariels directement dans les capitaux propres.

La société a décidé de conserver la méthode de comptabilisation actuelle, c'est-à-dire la méthode du corridor. Cette décision n'a donc pas d'impact sur les soldes d'ouverture du bilan en date de transition. Toutefois, en vertu d'IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS même si, par la suite, il utilise la méthode du corridor pour les écarts actuariels générés ultérieurement. La société s'est donc prévalu de ce choix et a renversé aux bénéfices non répartis les pertes actuarielles non amorties au 26 avril 2010. Le montant d'amortissement des pertes actuarielles pour l'exercice 2011 a été calculé en tenant compte des soldes ajusté selon les IFRS et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été renversé.

### **ii) Services passés**

*Sous les PCGR du Canada:* En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », une entité devait amortir le coût des services passés découlant de la mise en place ou d'une modification du régime en affectant un montant égal à chacune des années de service restantes comprises dans la période prévue jusqu'à la date de l'admissibilité intégrale de chaque salarié qui était actif au moment de la mise en place ou de la modification du régime, mais n'était pas pleinement admissible aux avantages à cette date.

*Sous les IFRS :* Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité doit comptabiliser en charges le coût des services passés, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

En vertu de cette différence, la société a renversé aux bénéfices non répartis les services passés non amortis qui étaient entièrement acquis au 26 avril 2010. Le montant d'amortissement des services passés pour l'exercice 2011 a été calculé en tenant compte des soldes ajusté selon les IFRS et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté.

## **e) Rémunération à base d'actions**

*Sous les PCGR du Canada:* Le chapitre 3870 « *Rémunérations et autres paiements à base d'actions* », prévoyait qu'il était possible d'utiliser la méthode linéaire pour la comptabilisation de la charge de rémunération lorsqu'une méthode différente de la méthode des acquisitions graduelles des droits était utilisée pour déterminer la durée utilisée dans le calcul de la juste valeur des options lorsqu'il y avait acquisition graduelle des droits. Comme la société ne prévoyait pas de différence significative entre les durées prévues de chaque groupe d'options, la méthode linéaire était auparavant utilisée.

*Sous les IFRS :* IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », ne prévoit pas de telle exception. Ainsi, lorsque les options sont acquises de façon graduelle, une entité doit considérer chaque tranche d'acquisition des droits comme une acquisition distincte et amortir la charge de façon distincte pour chaque tranche d'option.

En vertu de cette différence, la société a dû modifier son modèle d'amortissement de la charge relative à l'attribution de ses options d'achat d'action afin de tenir compte des différentes dates d'attribution des droits et cesser d'utiliser la méthode de l'amortissement linéaire. Au 26 avril 2010, le total de la charge supplémentaire qui aurait dû être comptabilisée cumulativement depuis le début du régime a été passé en réduction des bénéfices non répartis. La charge comptabilisée en résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté afin de refléter la différence entre les deux méthodes d'amortissement.

## f) Coentreprise

*Sous les PCGR du Canada:* Le chapitre 3055 « *Participations dans des coentreprises* » exigeait la méthode de la consolidation proportionnelle. Il ne permettait pas de comptabiliser les participations dans des coentreprises à la valeur de consolidation (méthode de la mise en équivalence).

*Sous les IFRS :* IAS 31 « *Participations dans des coentreprises* » offre le choix d'appliquer soit la méthode de la mise en équivalence, soit la méthode de la consolidation proportionnelle aux participations dans des entités contrôlées conjointement.

En vertu de cette différence la société a opté pour l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence lors de la transition aux IFRS pour la comptabilisation de sa participation dans RDK. Puisque la société utilisait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser sa participation dans RDK sous les PCGR du Canada, 50,01 % de la valeur de tous les postes de la coentreprise étaient inclus dans les postes du bilan consolidé et de l'état des résultats consolidés et ont donc été retranchés lors du rapprochement avec les IFRS. La valeur de la participation dans la coentreprise a été enregistrée au bilan sous le poste *Participation dans une coentreprise* et la quote-part de la Société des résultats de la coentreprise relatif à l'exercice 2011 a été enregistrée au poste *Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence*.

## g) Regroupement d'entreprise - Frais d'acquisition directs

*Sous les PCGR du Canada:* Selon l'ancien chapitre 1581 « *Regroupement d'entreprise* » (chapitre en place avant la transition aux IFRS), les frais d'acquisition directs faisaient parti du coût d'acquisition.

*Sous les IFRS :* Selon IFRS 3 « *Regroupement d'entreprise* », les frais d'acquisition directs sont portés aux résultats lorsqu'encourus.

Puisque la société a choisi de se prévaloir de l'exemption de l'IFRS 1 permettant de ne pas retraiter les regroupements d'entreprise antérieurs à la date de transition, aucun redressement n'a eu lieu en date du 26 avril 2010. Les regroupements effectués au cours de l'exercice 2011 ont par contre été redressés pour refléter cette différence. Par conséquent, les frais d'acquisition inclus dans la répartition du coût d'acquisition au cours de l'exercice 2011 ont été passés en charge dans l'état financier redressé selon les IFRS.

## h) Différences relatives à la présentation

Certains montants ont été reclassés afin de refléter les différences suivantes de classification :

### Impôts différés :

*Sous les PCGR du Canada:* Selon le chapitre 3465 « *Impôts sur les bénéfices* », les portions à court terme et à long terme des passifs d'impôts différés et des actifs d'impôts différés devaient être présentées séparément.

*Sous les IFRS :* Selon le chapitre IAS 12 « *Impôts sur le résultat* », tous les actifs et passifs d'impôts différés doivent être présentés dans l'actif et le passif long terme.

En vertu de IAS 12, tous les impôts différés ont été classés à long terme au bilan de la société.

### Définition de court terme:

*Sous les PCGR du Canada:* Selon le chapitre 1510 « *Actif et passif à court terme* », l'actif et le passif à court terme devaient comprendre les éléments normalement réalisables ou payables dans l'année qui suivait la date du bilan ou au cours du cycle normal d'exploitation s'il excédait un an.

*Sous les IFRS :* Selon le chapitre IAS 1 « *Présentation des états financiers* », l'entité doit présenter le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard dans les douze mois pour chaque poste d'actif et de passif regroupant des montants qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler :

- a) au plus tard dans les douze mois suivant la date de clôture, et
- b) plus de douze mois après la date de clôture.

La définition sous les IFRS étant plus directive, il en est résulté un reclassement à long terme de certains montants qui étaient auparavant présentés à court terme au bilan consolidé de la société.

#### Présentation des provisions :

*Sous les PCGR du Canada:* Il n'existait aucune indication spécifique concernant la présentation des provisions.

*Sous les IFRS :* IAS 1 « *Présentation des états financiers* » fait mention au paragraphe 54 l) qu'au minimum, le bilan doit comporter certains postes, incluant les provisions.

En vertu de cette différence, au bilan consolidé, la portion court terme des provisions a été retirée du poste *Créditeurs et charges à payer* et la portion long terme du poste *Crédits reportés et autres éléments de passif* afin d'être présentés séparément sous *Provisions*.

#### Charge de désactualisation :

*Sous les PCGR du Canada:* Dans le chapitre 3110 « *Obligation lié à la mise hors service des immobilisations* » il était fait mention que la charge liée à l'écoulement du temps devait être classée comme une charge d'exploitation dans l'état des résultats, non comme une charge d'intérêts.

*Sous les IFRS :* Selon IFRIC 1 « *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires* », la désactualisation périodique doit être comptabilisée en résultats en tant que coût financier au fur et à mesure. De plus, selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », lorsque les provisions sont actualisées, la valeur comptable d'une provision augmente à chaque période pour refléter l'écoulement du temps. Cette augmentation est comptabilisée en coûts d'emprunt.

En vertu de cette différence, la charge de désactualisation a été reclassée sous le poste *Frais financiers* à l'état des résultats consolidé de la société pour l'exercice 2011.

#### **i) Renversement des écarts de change cumulés**

L'application rétrospective des IFRS imposerait à la société d'établir le montant cumulé des différences de conversion conformément à IAS 21 « *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* » à compter de la date de la formation ou de l'acquisition d'une filiale ou d'une entreprise détenue comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 1 permet de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition. La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition.

#### **Perspectives**

Au cours de l'exercice 2012, nous comptons poursuivre nos investissements, avec discernement, afin, entre autres, d'améliorer notre réseau. Compte tenu du contexte économique et de notre accès à des liquidités à des conditions avantageuses, nous croyons être bien positionnés afin de réaliser des acquisitions et créer de la valeur. Toutefois, nous continuerons à faire preuve de patience afin de payer le juste prix en raison de la réalité du marché actuel. De plus, nous avons l'intention de continuer à porter une attention continue à nos ventes, à nos conditions d'approvisionnement ainsi qu'à nos frais d'exploitation.

Finalement, tel que le veut notre modèle d'affaires, nous entendons continuer à accorder la priorité à la vente de produits frais ainsi qu'à l'innovation, y compris le lancement de nouveaux produits et services, afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos nombreux clients.

Le 12 juillet 2011

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs externes, a révisé les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009 ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 12 juillet 2011

Le président  
et chef de la direction,

« *Alain Bouchard* »  
Alain Bouchard

Le vice-président  
et chef de la direction financière,

« *Raymond Paré* »  
Raymond Paré

## RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction de Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 24 avril 2011. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework* et est élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de leur efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions. Étant donné ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ou détecter des inexactitudes. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédés. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 24 avril 2011.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés, a audité les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 24 avril 2011 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 12 juillet 2011

Le président  
et chef de la direction,

« *Alain Bouchard* »  
Alain Bouchard

Le vice-président  
et chef de la direction financière,

« *Raymond Paré* »  
Raymond Paré

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de  
Alimentation Couche-Tard inc.

Le 12 juillet 2011

## États financiers consolidés

Nous avons effectué des audits intégrés des états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009 et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 24 avril 2011. Nos opinions, qui s'appuient sur nos audits, sont présentées ci-après.

### Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué les audits des états financiers consolidés ci-joints de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009, ainsi que les notes complémentaires incluant un résumé des principales méthodes comptables.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons nos audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices terminés au 24 avril 2011, au 25 avril 2010 et au 26 avril 2009, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

### Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard Inc. et de ses filiales au 24 avril 2011.

### Responsabilité de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si l'entité maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document Internal Control - Integrated Framework, publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, sur la base de notre audit.

Notre audit a été réalisé conformément à la norme énoncée dans le Manuel de l'ICCA – Certification pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que l'auditeur planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Il comprend les politiques et les procédures qui : 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

## Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 24 avril 2011 selon les critères établis dans le document Internal Control - Integrated Framework, publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission.

## Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>  
Montréal, Canada

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur permis No. 19653

## ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action)

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>18 965,9</b>	16 439,6	15 781,1
Coût des ventes (excluant l'amortissement des immobilisations et des autres actifs tels que présentés séparément ci-dessous)	16 180,7	13 886,3	13 344,5
<b>Marge brute</b>	<b>2 785,2</b>	2 553,3	2 436,6
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux (note 7)	2 050,4	1 906,7	1 848,8
Amortissement des immobilisations et des autres actifs (note 7)	216,3	204,5	183,0
	<b>2 266,7</b>	2 111,2	2 031,8
Bénéfice d'exploitation	518,5	442,1	404,8
Frais financiers nets (note 7)	26,3	29,9	36,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	492,2	412,2	368,6
Impôts sur les bénéfices (note 8)	122,1	109,3	114,7
<b>Bénéfice net</b>	<b>370,1</b>	302,9	253,9
Bénéfice net par action (note 9)			
De base	2,00	1,64	1,31
Dilué	1,97	1,60	1,29

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



## ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu <sup>(4)</sup>	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>319,5</b>	<b>18,8</b>	<b>1 167,0</b>	<b>109,0</b>	<b>1 614,3</b>
Résultat étendu :					
Bénéfice net			370,1		370,1
Variation des redressements cumulés de conversion de devises <sup>(1)</sup>				40,0	40,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie <sup>(2)</sup>				2,0	2,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie <sup>(3)</sup>				(1,3)	(1,3)
Résultat étendu					<u>410,8</u>
Dividendes			(32,8)		(32,8)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		1,5			1,5
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	2,2	(2,2)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	11,4				11,4
Rachat et annulation d'actions	(9,3)				(9,3)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(59,8)		(59,8)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>323,8</b>	<b>18,1</b>	<b>1 444,5</b>	<b>149,7</b>	<b>1 936,1</b>

- (1) Inclut un gain de 17,2 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,5 \$).
- (2) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,6 \$.
- (3) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$.
- (4) Le solde à la fin de l'exercice comprend les redressements cumulés de conversion de devises au montant de 148,6 \$ et la variation cumulée de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie au montant de 1,1 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2010				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu <sup>(6)</sup>	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	329,1	17,7	932,6	46,6	1 326,0
Résultat étendu :					
Bénéfice net			302,9		302,9
Variation des redressements cumulés de conversion de devises <sup>(1)</sup>				62,0	62,0
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie <sup>(2)</sup>				0,6	0,6
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie <sup>(3)</sup>				(0,2)	(0,2)
Variation de la juste valeur d'un placement disponible à la vente <sup>(4)</sup>				11,4	11,4
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur la disposition d'un placement disponible à la vente <sup>(4)</sup>				(11,4)	(11,4)
Résultat étendu					<u>365,3</u>
Dividendes			(25,1)		(25,1)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		2,0			2,0
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	0,9	(0,9)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	2,5				2,5
Rachat et annulation d'actions	(13,0)				(13,0)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(43,4)		(43,4)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<u>319,5</u>	<u>18,8</u>	<u>1 167,0</u>	<u>109,0</u>	<u>1 614,3</u>

- (1) Inclut un gain de 113,3 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 17,0 \$).
- (2) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$.
- (3) Ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$.
- (4) Ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,5 \$.
- (5) Le solde à la fin de l'exercice comprend les redressements cumulés de conversion de devises au montant de 108,6 \$ et la variation cumulée de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie au montant de 0,4 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2009				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	348,8	15,6	775,0	114,3	1 253,7
Résultat étendu :					
Bénéfice net			253,9		253,9
Variation des redressements cumulés de conversion de devises <sup>(1)</sup>				(67,7)	(67,7)
Résultat étendu					186,2
Dividendes			(24,1)		(24,1)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 21)		2,7			2,7
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	0,6	(0,6)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	1,8				1,8
Rachat et annulation d'actions	(22,1)				(22,1)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(72,2)		(72,2)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>329,1</b>	<b>17,7</b>	<b>932,6</b>	<b>46,6</b>	<b>1 326,0</b>

(1) Inclut une perte nette de 109,9 \$, découlant de la conversion de la dette à long-terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères autonomes aux États-Unis (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20,3 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net	370,1	302,9	253,9
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation			
Amortissement des immobilisations et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	191,1	176,4	161,4
Impôts futurs	58,8	40,2	32,0
Intérêts implicites sur le rachat de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(17,4)	-	-
Gain sur remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(1,4)	-	-
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	3,1	(15,5)	2,8
Crédits reportés	(1,2)	11,9	9,4
Autres	24,5	19,8	13,3
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 10)	(8,7)	(44,9)	30,0
<b>Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>618,9</b>	<b>490,8</b>	<b>502,8</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations et d'autres actifs	(224,8)	(230,9)	(251,4)
Acquisitions d'entreprises (note 6)	(38,5)	(156,1)	(80,8)
Produits tirés de la cession d'immobilisations et d'autres actifs	22,3	28,5	15,8
Produits tirés de transactions de cession-bail	5,1	11,1	19,8
Disposition d'un placement dans des actions cotées en bourse	-	75,9	-
Placement dans des actions cotées en bourse	-	(62,0)	-
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(235,9)</b>	<b>(333,5)</b>	<b>(296,6)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 18)	(332,6)	-	-
Augmentation (diminution) nette des autres emprunts à long terme	132,7	(46,7)	(116,5)
Rachat d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B	(69,1)	(56,4)	(99,5)
Dividendes versés en trésorerie	(32,8)	(25,1)	(24,1)
Émission d'actions	11,4	2,5	1,8
Sommes reçues afférentes à des frais sur résiliation anticipée des contrats de swap de taux d'intérêt (note 24)	-	2,5	9,4
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement</b>	<b>(290,4)</b>	<b>(123,2)</b>	<b>(228,9)</b>
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	6,9	13,5	(20,0)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>99,5</b>	<b>47,6</b>	<b>(42,7)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	220,9	173,3	216,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	320,4	220,9	173,3

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## BILANS CONSOLIDÉS

Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010  
(en millions de dollars américains (note 2))

	2011	2010
	\$	\$
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4	220,9
Débiteurs (note 11)	356,1	286,2
Stocks (note 12)	530,7	474,1
Frais payés d'avance	21,3	20,2
Impôts sur les bénéfices à recevoir (note 8)	26,6	4,7
Impôts futurs (note 8)	33,9	24,9
	<b>1 289,0</b>	<b>1 031,0</b>
Immobilisations (note 13)	2 002,8	1 980,5
Écarts d'acquisition (note 14)	442,5	426,5
Intangibles (note 15)	188,6	188,2
Autres actifs (note 16)	66,9	65,2
Impôts futurs (note 8)	9,8	5,3
	<b>3 999,6</b>	<b>3 696,7</b>
<b>Passif</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 17)	994,5	872,9
Portion à court terme de la dette à long terme (note 18)	4,6	4,4
Impôts futurs (note 8)	21,2	5,6
	<b>1 020,3</b>	<b>882,9</b>
Dette à long terme (note 18)	521,8	736,8
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 19)	299,0	285,8
Impôts futurs (note 8)	222,4	176,9
	<b>2 063,5</b>	<b>2,082,4</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 20)	323,8	319,5
Surplus d'apport	18,1	18,8
Bénéfices non répartis	1 444,5	1 167,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	149,7	109,0
	<b>1 936,1</b>	<b>1 614,3</b>
	<b>3 999,6</b>	<b>3 696,7</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

« *Alain Bouchard* »

**Alain Bouchard**  
Administrateur

« *Richard Fortin* »

**Richard Fortin**  
Administrateur

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 1. Statuts et nature des activités

Alimentation Couche-Tard inc. (la société) est constituée en vertu de *la Loi sur les sociétés par actions* (Québec).

Au 24 avril 2011, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 5 795 magasins d'accommodation en Amérique du Nord dont 4 401 sont exploités par la société et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac, de produits frais, y compris la restauration rapide, de bière/vin, d'articles d'épicerie, de boissons, d'autres produits et services et de carburant.

### 2. Principes de présentation

#### *Date de fin d'exercice*

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes 2011, 2010 et 2009 désignent les exercices terminés les 24 avril 2011, 25 avril 2010 et 26 avril 2009.

#### *Principes de présentation*

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens).

#### *Monnaie de présentation*

La société utilise le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis ainsi que sa dette libellée en grande partie en dollars américains.

### 3. Modifications comptables

#### **Nouvelles normes comptables publiées récemment mais non encore appliquées**

Le 13 février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a émis un communiqué confirmant que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en 2011. Ainsi, la société adoptera les IFRS le 25 avril 2011.

Étant donné que la société adoptera les IFRS le 25 avril 2011, la société cessera de préparer ses états financiers conformément aux PCGR canadiens, tel qu'énoncé dans la partie V du manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») – Comptabilité et appliquera les IFRS tel que publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») comme référentiel comptable. Conséquemment, les éventuels changements aux PCGR canadiens entrant en vigueur pour les périodes débutant le 1er janvier 2011 ou après ne sont pas discutés dans les présents états financiers consolidés.

### 4. Conventions comptables

#### **Estimations comptables**

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR canadiens exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révisé périodiquement ses estimations, y compris celles portant sur les rabais fournisseurs, les coûts environnementaux, les impôts sur les bénéfices, la comptabilisation des contrats de location, la répartition de prix d'achat et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

#### **Principes de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part de la société des comptes de sa coentreprise qui est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 4. Conventions comptables (suite)

#### Conversion de devises

##### *Monnaie fonctionnelle*

La monnaie fonctionnelle de la société pour ses opérations corporatives et canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales autonomes américaines est le dollar américain.

##### *Opérations en devises étrangères*

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les revenus et charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux historique. Le cas échéant, les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont portés aux résultats.

##### *Consolidation et opérations étrangères*

Les états financiers sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode du taux de clôture. Conformément à cette méthode, les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux moyen sur une base périodique de quatre semaines. Les gains et les pertes de change sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres.

##### *Monnaie de présentation*

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode du taux de clôture décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis au taux historique. Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont présentés au poste cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres.

#### Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions de catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions de catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de l'effet dilutif des options d'achat d'actions.

#### Constatation des produits

Pour ses deux principales catégories de produits, les marchandises et le carburant, la société comptabilise le produit au point de vente. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines, de boissons, de bière, de vin et de produits frais, y compris les produits de restauration rapide, et les services.

Les revenus provenant des services comprennent les commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appel et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques, les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus ainsi que les revenus tirés des lave-autos. Ces produits sont constatés au moment de la transaction. Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, ainsi que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les franchisés et les détenteurs de licences.

#### Coût des ventes et rabais fournisseurs

Le principal élément inclus dans le coût des ventes est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs.

La société constate les montants reçus en vertu d'ententes avec des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes aux états des résultats et bilans consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. Les montants reçus mais non constatés à l'état des résultats sont présentés dans les crédits reportés.

#### Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais de cartes de crédit et de débit et les frais généraux.

#### Auto assurance

Aux États-Unis, la société a recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime non actualisé de réclamations engagées à la date du bilan est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminable et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 4. Conventions comptables (suite)

#### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises - centres de distribution est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des marchandises - vente au détail est évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale et le coût des stocks de carburant est déterminé selon la méthode du coût moyen.

#### Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires devraient se résorber. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

#### Immobilisations, amortissements et dépréciation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût déduction faite de l'amortissement cumulé et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtiment	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail
Équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail

Les composantes de bâtiment comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasin.

Les améliorations locatives et les immobilisations sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs résultant de leur utilisation et de leur cession éventuelle. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur juste valeur, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

#### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont plutôt soumis à un test annuel de dépréciation, lors du premier trimestre, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Dans le cas où la valeur comptable des écarts d'acquisition d'une unité d'exploitation excéderait leur juste valeur, une perte de valeur serait comptabilisée.

#### Intangibles

Les intangibles sont principalement composées de marques de commerce et de licences. Les marques de commerce et les licences ont des durées de vie indéterminées, sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Les autres intangibles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à dix ans.

#### Frais reportés

Les frais reportés sont principalement composés des frais encourus dans le cadre de l'étude et de la signature des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis de la société et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Les frais reportés comprennent aussi les frais encourus dans le cadre de l'étude et de la conclusion de contrats de location-exploitation qui sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les autres frais reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à sept ans.

#### Frais de location

La société comptabilise les contrats de location-acquisition lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et est amorti linéairement sur la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont présentés sous la rubrique « Immobilisations » au bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimum, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible. La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail.

Les gains découlant de transactions de cession-bail sont reportés et amortis sur la durée du nouveau bail tandis que les pertes sont enregistrées aux résultats consolidés au moment de la transaction.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 4. Conventions comptables (suite)

#### Frais de financement

Les frais de financement liés à la dette subordonnée non garantie sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif.

#### Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les coûts de rémunération à base d'actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les opérations effectuées à compter de l'exercice débuté le 29 avril 2002.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives est comptabilisé linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur marchande des actions catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'actions fictives qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions catégorie B.

#### Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels, selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services et les charges de retraite sont imputées aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains (pertes) actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes pour cette période ou de la modification des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées. L'excédent du gain (perte) actuariel net sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, établis au début de l'exercice, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes de retraite est de neuf ans;
- Le 1<sup>er</sup> mai 2000, la société a adopté, sur une base prospective, la nouvelle norme comptable s'appliquant aux avantages sociaux futurs. La société amortit l'actif transitoire linéairement sur une période de 11 ans, soit la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés devant normalement toucher des prestations en vertu des régimes au 1<sup>er</sup> mai 2000;
- Les coûts des services passés sont amortis linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

Pour le régime à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

#### Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation.

#### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs à essence souterrains et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, le terme des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir à essence souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la juste valeur de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à des taux variant de 8,5 % à 10,0 %, correspondants aux taux de rendement sans risque ajustés selon la cote de crédit de la société au moment où les coûts ont été estimés et révisés. Le montant ajouté aux équipements est amorti et une charge de désactualisation est constatée en lien avec le passif actualisé sur la durée de vie utile du réservoir ou la durée du bail pour les propriétés louées.

#### Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente <sup>(1)</sup>	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements cotés en Bourse	Disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat étendu
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net

<sup>(1)</sup> L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 4. Conventions comptables (suite)

#### Couverture et instruments financiers dérivés

##### *Swaps de taux d'intérêt*

En 2010 et 2009, la société a utilisé des instruments financiers dérivés, soit des swaps de taux d'intérêt, dans le but de réduire les risques de taux d'intérêt présents et futurs auxquels l'exposait sa dette subordonnée non garantie. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés autonomes à des fins de transaction ou de spéculation.

Les swaps de taux d'intérêt étaient désignés et documentés comme une couverture de la juste valeur de son ancienne dette subordonnée non garantie. La société avait déterminé que les instruments financiers dérivés représentaient des couvertures efficaces, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque la durée jusqu'à l'échéance, le montant du notionnel et le taux d'intérêt de référence des instruments concordaient tous avec les conditions d'emprunt de l'instrument couvert.

La société a utilisé des contrats de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion de la combinaison des taux d'intérêt fixes et variables pour une partie de sa dette et du coût d'emprunt correspondant. Les contrats de swap de taux d'intérêt donnaient lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont fondés. Le montant correspondant à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties était pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus.

Les variations de la juste valeur du swap et de la dette étaient comptabilisées au résultat net et se compensaient, à l'exception de toute partie inefficace de la relation de couverture. Au bilan, la juste valeur du swap était comptabilisée dans les autres actifs à long terme si elle était à l'avantage de la société ou dans les crédits reportés et autres éléments de passif si elle était au désavantage de la société.

##### *Swaps sur rendement total intégré*

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur marchande des actions fictives (les « AF ») octroyées par la société, cette dernière utilise un contrat d'investissement qui inclut un swap sur rendement total intégré. Le swap sur rendement total intégré est comptabilisé à la juste valeur dans les autres actifs au bilan consolidé.

La société a documenté et désigné le swap sur rendement total intégré comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF octroyées. La société a déterminé que le swap sur rendement total intégré représente une couverture efficace, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée du swap sur rendement total intégré. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu consolidé et sont subséquentement reclassés au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsqu'il est probable que l'opération de couverture ne se réalisera pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux.

##### *Couverture de l'investissement net dans des opérations étrangères autonomes*

La société a également désigné la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars américains à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères autonomes. Ainsi les gains et les pertes liés à la conversion de sa dette à long terme libellée en dollars américains qui est considérée comme une couverture efficace sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses filiales étrangères autonomes. Advenant qu'une tranche de la couverture deviendrait inefficace, le montant afférent serait comptabilisé dans l'état des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux.

#### Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur. Ultérieurement, elles sont réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 5. Participation dans une coentreprise

Depuis l'exercice 2010, la société détient une participation de 50.01% dans une coentreprise, RDK Ventures LLC (« RDK »), qui exploite des magasins d'accommodation dans la grande région métropolitaine de Chicago aux États-Unis. Les éléments des résultats, des flux de trésorerie et des bilans de RDK sont reflétés dans les états financiers consolidés de la société selon la méthode de la consolidation proportionnelle puisque la société exerce un contrôle conjoint sur RDK. Les principales composantes provenant de sa participation incluses dans les états financiers consolidés sont les suivantes :

	24 avril 2011	25 avril 2010
Au		
Bilan	\$	\$
Actif à court terme	23,0	15,5
Actif à long terme	68,5	66,8
Passif à court terme	17,7	14,8
Passif à long terme	25,4	25,5
Pour l'exercice	2011	2010
État des résultats	\$	\$
Chiffre d'affaires	416,1	110,1
Charges	403,4	108,1
Bénéfice net	12,7	1,5
État des flux de trésorerie		
Activités d'exploitation	20,4	10,6
Activités d'investissement	(4,4)	(25,5)
Activités de financement	(10,7)	20,1

### 6. Acquisitions d'entreprises

La société a réalisé les acquisitions d'entreprises suivantes qui ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des entreprises acquises sont inclus dans les états des résultats consolidés à compter de leurs dates respectives d'acquisition. Les répartitions du prix d'achat des acquisitions ont été établies selon les informations disponibles ainsi que sur la base d'évaluations et d'hypothèses que la direction juge raisonnables. Les allocations sont basées sur les justes valeurs à la date d'acquisition.

#### 2011

- Le 9 septembre 2010, la société a fait l'acquisition de dix magasins corporatifs auprès de Compac Food Stores Inc. Neuf magasins sont situés dans la grande région de Mobile en Alabama et un est situé à Pensacola en Floride. La société est propriétaire de tous les immeubles tandis qu'elle loue quatre terrains et détient les six autres.
- Le 30 septembre 2010, la société a fait l'acquisition de 12 magasins corporatifs situés dans le centre de l'Indiana auprès de Crystal Flash Petroleum, LLC. La société est propriétaire du terrain et de l'immeuble pour un site, elle loue ces mêmes actifs pour dix sites tandis qu'elle est propriétaire de la bâtisse et loue le terrain pour un autre site.
- Au cours de l'exercice 2011, la société a fait l'acquisition de 25 autres magasins par l'entremise de 21 transactions distinctes. La société est propriétaire des terrains et immeubles pour 15 sites et elle loue ces mêmes actifs pour les dix autres sites.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 38,5 \$, incluant les frais d'acquisition directs.

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	2,5
Immobilisations	29,7
Autres actifs	0,2
Actif corporel total	32,4
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Crédits reportés et autres éléments de passif	1,0
Passif total	1,3
Actif corporel net acquis	31,1
Écarts d'acquisition	7,4
Contrepartie totale payée en espèces, incluant les frais d'acquisition directs	38,5

La société estime que le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 1,7 \$.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 6. Acquisitions d'entreprises (suite)

#### 2010

- Le 28 mai 2009, la société a conclu l'acquisition de 43 magasins corporatifs situés dans le marché de Phoenix en Arizona, aux États-Unis, auprès de ExxonMobil Corporation. La société loue les terrains et les immeubles pour neuf sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour un site et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites. Dans le cadre de cette acquisition, ExxonMobil a également transféré à la société les droits de la marque de commerce « On the Run » aux États-Unis ainsi que le réseau américain composé de 444 magasins franchisés opérant sous cette marque de commerce.
- Le 6 janvier 2010, par l'entremise de RDK, la société a participé à l'acquisition de 100 magasins détenus par Shell, dont 69 magasins corporatifs et 31 magasins exploités par des opérateurs indépendants. RDK loue les terrains et les immeubles pour 55 sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour cinq sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 16 février 2010, la société a fait l'acquisition, auprès de BP West Coast Products LLC, d'un terminal de carburant situé à Phoenix dans l'État de l'Arizona aux États-Unis. Les infrastructures du terminal incluent 16 réservoirs ayant une capacité totale de 220 000 barils. Le terminal a un volume autorisé de 44 000 barils par jour et son approvisionnement pourra se faire à partir des raffineries de la Côte Ouest et de la région du Golfe des États-Unis.
- Le 6 avril 2010, la société a acquis, auprès de Accel Marketing LLC, huit magasins corporatifs dans le centre de la Caroline du Nord aux États-Unis. La société est propriétaire des terrains et des immeubles pour les huit sites.
- Au cours de l'exercice 2010, la société a également fait l'acquisition de 16 magasins par l'entremise de 12 transactions distinctes. La société est propriétaire des terrains et immeubles pour huit sites et elle loue ces mêmes actifs pour les huit autres sites.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 156,1 \$, incluant les frais d'acquisition directs. Les actifs nets acquis comprennent un fonds de roulement de 8,9 \$, des immobilisations de 163,6 \$, d'autres actifs de 0,3 \$, des actifs incorporels de 1,3 \$, des écarts d'acquisition de 8,9 \$ et des crédits reportés et autres éléments de passif de 26,9 \$. Le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,0 \$.

#### 2009

- Le 10 février 2009, la société a conclu l'acquisition, auprès de Gate Petroleum Company, de sept magasins corporatifs opérant sous la bannière Gate dans les régions de Greensboro et de Raleigh en Caroline du Nord, aux États-Unis. La société loue les terrains et les immeubles pour deux sites, elle possède l'immeuble et loue le terrain pour un site et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 5 février 2009, la société a acquis, auprès de Exploitation Quali-T Inc., filiale du Groupe Therrien, 13 magasins corporatifs situés dans la province de Québec, au Canada. La société loue les terrains et les immeubles pour ces sites.
- Le 8 juillet 2008, la société a acquis, auprès de Spirit Energy, 70 magasins corporatifs. Pour 11 de ces sites, la société possède les immeubles et les terrains, pour deux sites elle loue les terrains, tandis qu'elle loue les terrains et les immeubles pour les 57 autres. Les magasins acquis opèrent sous la bannière Convenient Food Mart dans la région de Saint-Louis, au Missouri, et à proximité du centre de l'Illinois aux États-Unis.
- Le 29 avril 2008, la société a acquis, auprès de Speedway Superamerica LLC, 15 magasins corporatifs. Les magasins acquis opèrent sous la bannière Speedway dans le centre de l'Illinois, aux États-Unis. La société possède les terrains relatifs à 14 de ces sites et en loue un, tandis qu'elle possède les 15 immeubles.
- Au cours de l'exercice 2009, la société a également fait l'acquisition de deux magasins par l'entremise de deux transactions distinctes. La société possède les terrains et les immeubles liés à ces deux transactions.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 80,8 \$, incluant les frais d'acquisition directs. Les actifs nets acquis comprennent un fonds de roulement de 9,9 \$, des immobilisations de 59,1 \$, d'autres actifs de 1,4 \$, des écarts d'acquisition de 12,2 \$ et des crédits reportés et autres éléments de passif de 1,8 \$. Le montant des écarts d'acquisition déductibles aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,7 \$.

### 7. Informations supplémentaires sur les états des résultats consolidés

Informations supplémentaires sur les frais de location compris dans les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Frais de location, montant net			
Frais de location	249,0	250,6	237,6
Revenus de sous-location	(21,9)	(21,3)	(19,6)
	<b>227,1</b>	<b>229,3</b>	<b>218,0</b>
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations et des autres actifs			
Immobilisations	210,6	199,2	178,7
Autres actifs	5,7	5,3	4,3
	<b>216,3</b>	<b>204,5</b>	<b>183,0</b>
Frais financiers nets			
Intérêts sur la dette à long terme	27,9	31,2	37,1
Revenu d'intérêts	(1,6)	(1,3)	(0,9)
	<b>26,3</b>	<b>29,9</b>	<b>36,2</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 8. Impôts sur les bénéfices

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Impôts sur les bénéfices exigibles	<b>63,3</b>	69,3	82,7
Impôts futurs	<b>58,8</b>	40,0	32,0
	<b>122,1</b>	109,3	114,7

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada <sup>(a)</sup>	<b>29,43</b>	30,58	30,90
Incidence des variations des taux d'imposition	<b>0,23</b>	-	0,12
Autres écarts permanents	<b>(4,86)</b>	(4,08)	0,10
Taux d'imposition effectif	<b>24,80</b>	26,50	31,12

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs (passifs) d'impôts futurs sont les suivantes :

	2011	2010
	\$	\$
Actifs nets d'impôts futurs à court terme		
Charges déductibles au cours de l'exercice subséquent	<b>28,2</b>	22,9
Perte déductible au cours de l'exercice subséquent	<b>2,5</b>	-
Revenus imposables au cours de l'exercice subséquent	<b>(21,2)</b>	(7,5)
Crédits reportés	<b>1,3</b>	1,0
Autres	<b>1,9</b>	2,9
	<b>12,7</b>	19,3
Passifs nets d'impôts futurs à long terme		
Immobilisations	<b>(208,6)</b>	(162,8)
Intangibles	<b>(68,8)</b>	(65,2)
Crédits reportés	<b>45,6</b>	49,9
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	<b>19,6</b>	16,3
Écarts d'acquisition	<b>(24,2)</b>	(20,1)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	<b>22,4</b>	17,8
Pertes autres qu'en capital	<b>2,8</b>	5,0
Gains de change non réalisés	<b>(6,0)</b>	(18,3)
Autres	<b>4,6</b>	5,8
	<b>(212,6)</b>	(171,6)

### 9. Bénéfice net par action

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Bénéfice net disponible aux actionnaires de catégories A et B	<b>370,1</b>	302,9	253,9
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	<b>184 637</b>	184 236	193 596
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en milliers)	<b>3 512</b>	4 506	3 872
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en milliers)	<b>188 149</b>	188 742	197 468
Bénéfice net de base par action disponible aux actionnaires de catégories A et B	<b>2,00</b>	1,64	1,31
Bénéfice net dilué par action disponible aux actionnaires de catégories A et B	<b>1,97</b>	1,60	1,29

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2011, 465 355 options d'achat d'actions (1 138 627 en 2010 et 1 677 059 en 2009) sont exclues compte tenu de leur effet antidilutif.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 10. Informations supplémentaires sur les états des flux de trésorerie consolidés

Les variations du fonds de roulement hors caisse se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Débiteurs	(41,2)	(27,8)	28,7
Stocks	(45,6)	(37,2)	35,1
Frais payés d'avance	(0,7)	(11,0)	-
Créditeurs et charges à payer	106,4	75,0	(49,5)
Impôts sur les bénéfices à payer	(27,6)	(43,9)	15,7
	<b>(8,7)</b>	<b>(44,9)</b>	<b>30,0</b>

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts et aux impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2011	2010	2009
	\$	\$	\$
Intérêts versés	33,6	29,4	34,2
Impôts sur les bénéfices versés	93,0	111,3	66,1

### 11. Débiteurs

	2011	2010
	\$	\$
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir	120,2	119,4
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit	199,9	139,2
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 23)	3,3	3,1
Autres débiteurs	32,7	24,5
	<b>356,1</b>	<b>286,2</b>

### 12. Stocks

	2011	2010
	\$	\$
Marchandises – ventes au détail	332,1	323,3
Carburant	180,2	131,1
Marchandises – centres de distribution	18,4	19,7
	<b>530,7</b>	<b>474,1</b>

### 13. Immobilisations

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	591,1	-	591,1
Immeubles et composantes de bâtiment	571,1	164,7	406,4
Améliorations locatives	400,9	217,2	183,7
Équipements	1 570,8	783,4	787,4
	<b>3 133,9</b>	<b>1 165,3</b>	<b>1 968,6</b>
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	49,2	15,0	34,2
	<b>3 183,1</b>	<b>1 180,3</b>	<b>2 002,8</b>
			2010
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	571,3	-	571,3
Immeubles et composantes de bâtiment	554,4	136,2	418,2
Améliorations locatives	389,3	190,4	198,9
Équipements	1 407,4	647,8	759,6
	2 922,4	974,4	1 948,0
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	45,4	12,9	32,5
	<b>2 967,8</b>	<b>987,3</b>	<b>1 980,5</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 14. Écarts d'acquisition

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	426,5	384,8
Écarts d'acquisition acquis par le biais d'acquisitions d'entreprises durant l'exercice	7,4	8,9
Effet des fluctuations du taux de change	8,6	32,8
Solde à la fin de l'exercice	<b>442,5</b>	<b>426,5</b>

### 15. Intangibles

	2011	2010
	\$	\$
Marques de commerce	154,7	154,7
Licences	19,3	18,8
Autres	14,6	14,7
	<b>188,6</b>	<b>188,2</b>

### 16. Autres actifs

	2011	2010
	\$	\$
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 23)	15,6	18,7
Contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré (note 24)	10,0	3,5
Actif au titre des prestations constituées (note 22)	7,9	8,3
Frais reportés, montant net	7,4	9,4
Dépôts	2,1	1,6
Autres	23,9	23,7
	<b>66,9</b>	<b>65,2</b>

### 17. Crédoiteurs et charges à payer

	2011	2010
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	714,1	627,9
Taxes à payer	117,8	96,4
Salaires et avantages afférents	86,1	76,3
Crédits reportés	13,4	14,8
Provision pour frais de réhabilitation de sites (note 23)	11,5	10,1
Autres	51,6	47,4
	<b>994,5</b>	<b>872,9</b>

### 18. Dette à long terme

	2011	2010
	\$	\$
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti en dollars américains, échéant en septembre 2012 <sup>(a)</sup>	330,4	185,6
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti en dollars canadiens, échéant en septembre 2012 <sup>(a)</sup>	-	52,4
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti en dollars américains, échéant en septembre 2012 <sup>(a)</sup>	155,6	87,4
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti en dollars canadiens, échéant en septembre 2012 <sup>(a)</sup>	-	24,6
Dette subordonnée non garantie, au coût amorti <sup>(b)</sup>	-	351,7
Billet à payer, garanti par les actifs de certains magasins, 8,75 %, remboursable par versements mensuels, échéant en 2019	3,9	4,2
Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition, taux variant entre 0,53 % et 12,28 %, remboursables à différentes dates jusqu'en 2019 (inclut un montant de 24,9 \$ relatif à RDK en 2011 et 2010)	36,5	35,3
	<b>526,4</b>	<b>741,2</b>
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6	4,4
	<b>521,8</b>	<b>736,8</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 18. Dette à long terme (suite)

#### (a) Crédits d'exploitation A, B et C à terme renouvelables non garantis :

Au 24 avril 2011, la société dispose de trois facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant initial maximal de 650,0 \$ (Crédit d'exploitation A), 310,0\$ (Crédit d'exploitation B) et 40,0\$ (Crédit d'exploitation C), chacun d'une durée initiale de cinq ans, 51 mois et 42 mois respectivement. Les facilités de crédit sont disponibles sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 50,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable;
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier et selon le taux d'utilisation des facilités de crédit, sont applicables sur la partie inutilisée des facilités de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu des conventions de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 24 avril 2011, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 0,75 % (0,86 % en 2010 pour la portion en dollars américains et de 1,05 % en 2010 pour la portion en dollars canadiens). De plus, des lettres de garantie de 0,6 \$ CA (0,9 \$ CA en 2010) et de 29,4 \$ (26,6 \$ en 2010) étaient en circulation. Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, la ligne de crédit disponible était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. Au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, le Crédit d'exploitation C était inutilisé.

#### (b) Dette subordonnée non garantie :

Le 15 décembre 2010, la société a procédé au rachat anticipé de sa dette subordonnée non garantie (la « dette ») au prix de 101,25 % du montant notionnel. Le montant total déboursé pour le rachat s'est donc chiffré à 354,4 \$, correspondant au montant notionnel de la dette de 350,0 \$ plus une prime de 4,4 \$. Au moment du rachat, la dette avait une valeur comptable de 351,4 \$. Un impact négatif net de 3,0 \$ avant impôts a donc été enregistré aux résultats. Cet impact négatif net est composé de la prime versée de 4,4 \$, nette du gain de 1,4 \$ découlant de la différence entre la valeur comptable de la dette de 351,4 \$ et le montant notionnel de 350,0 \$. La dette d'un montant nominal de 350,0 \$ avait comme date d'échéance initiale le 15 décembre 2013 et portait intérêt au taux nominal de 7,5 % (taux effectif de 7,35 %). L'entente relative à la dette subordonnée non garantie imposait des restrictions sur certaines transactions.

Au niveau de la présentation à l'état des flux de trésorerie consolidé, selon le CPN-47 du Manuel de l'ICCA, le montant total versé de 354,4 \$ se divise en trois montants distincts, soit :

1. une prime de 4,4 \$ versée pour le rachat anticipé de la dette. Ce montant est inclus dans les activités d'exploitation;
2. un montant de 17,4 \$ représentant les frais de financement versés au moment de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004. Ce montant est présenté en tant qu'intérêts implicites sur le rachat de la dette dans les activités d'exploitation; et
3. un montant de 332,6 \$ représentant le montant net encaissé lors de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004, soit le montant du notionnel de 350,0 \$ moins les frais de financement de 17,4 \$. Le montant de 332,6 \$ est présenté dans les activités de financement.

Les versements sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-acquisition	Autres emprunts
2012	\$ 6,8	\$ 0,3
2013	28,9	486,3
2014	2,4	0,4
2015	1,6	0,4
2016	1,1	0,4
Suivants	0,4	2,1
	41,2	
Frais d'intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	4,7	
	<u>36,5</u>	



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 19. Crédits reportés et autres éléments de passif

	2011	2010
	\$	\$
Gains reportés sur transactions de cession-bail	95,6	98,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations <sup>(a)</sup>	47,6	46,0
Dépense de loyer reportée	34,2	27,0
Provision pour indemnités d'accidents de travail	19,4	17,8
Passif au titre des prestations constituées (note 22)	17,5	14,0
Provision pour frais de réhabilitation de sites (note 23)	15,1	18,1
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	12,6	14,5
Crédits reportés	7,3	12,6
Autres passifs	49,7	37,2
	<b>299,0</b>	<b>285,8</b>

- (a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 137,1 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

Le rapprochement du passif de la société pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations liées à l'enlèvement de ses réservoirs à essence souterrains est présenté ci-dessous :

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	57,0	50,9
Passif engagé	0,5	0,3
Passif réglé	(1,6)	(1,7)
Charge de désactualisation	4,5	4,4
Acquisitions d'entreprises	0,4	1,5
Révision d'estimations	-	0,3
Effet des fluctuations du taux de change	0,6	1,3
Solde à la fin de l'exercice	<b>61,4</b>	<b>57,0</b>

Du passif total comptabilisé aux bilans consolidés au 24 avril 2011 et au 25 avril 2010, 47,6 \$ et 46,0 \$, respectivement, sont inclus dans les crédits reportés et autres éléments de passif et le reliquat est inclus au poste créditeurs et charges à payer.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 20. Capital-actions

#### Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les privilèges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.

Actions à vote multiple catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple catégorie A ne peut être émise.

Actions à droit de vote subalterne catégorie B, participantes, convertibles automatiquement au moment où certains événements se produisent en une action à droit de vote multiple catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne catégorie B.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne catégorie B et actions à droit de vote multiple catégorie A, de rang égal.

#### Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2011	2010
<b>Actions à vote multiple catégorie A</b>		
Solde au début de l'exercice	53 706 712	53 710 412
Rachat et annulation d'actions <sup>(a) (b)</sup>	(12 000)	(3 700)
Solde à la fin de l'exercice	53 694 712	53 706 712
<b>Actions à droit de vote subalterne catégorie B</b>		
Solde au début de l'exercice	129 942 597	133 917 208
Rachat et annulation d'actions <sup>(a) (b)</sup>	(2 768 300)	(4 296 000)
Émission aux fins d'une acquisition antérieure	304	304
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	2 724 444	321 085
Solde à la fin de l'exercice	129 899 045	129 942 597

- (a) Le 25 octobre 2010, la société a implanté un programme de rachat d'actions pour racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au pro rata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2011. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat.
- (b) Du 10 août 2009 au 9 août 2010, la société avait en place un programme de rachat d'actions pour racheter un maximum de 2 685 370 des 53 707 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 12 857 284 des 128 572 846 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 24 juillet 2009 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, tel que défini par les règles applicables, respectivement à cette date). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société pouvait procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 107 717 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont eu pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de ces catégories d'actions. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions ont été annulées dès leur rachat.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 21. Régime de rémunération et autres versements à base d'actions

#### Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 16 892 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions d'une durée maximale de dix ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en-dessous du prix de clôture moyen pondéré pour un lot régulier des actions catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions.

Un sommaire de la situation au 24 avril 2011, au 25 avril 2010 et au 26 avril 2009 du régime d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	8 697 098	9,07	8 800 623	8,83
Octroyées	-	-	230 000	17,86
Levées	(2 724 444)	4,24	(321 085)	8,34
Frappées d'extinction	(15 474)	19,71	(12 440)	22,91
En circulation à la fin de l'exercice	<u>5 957 180</u>	<u>11,25</u>	<u>8 697 098</u>	<u>9,07</u>
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	<u>5 672 530</u>		<u>8 175 509</u>	
				2009
			Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice			8 913 915	8,66
Octroyées			260 800	14,14
Levées			(312 072)	6,61
Frappées d'extinction			(62 020)	17,85
En circulation à la fin de l'exercice			<u>8 800 623</u>	<u>8,83</u>
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice			<u>8 172 355</u>	

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en cours et pouvant être exercées au 24 avril 2011 :

Fourchette des prix d'exercice \$ CA	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
2 – 4	58 000	0,20	4,03	58 000	4,03
6 – 8	3 226 700	0,95	7,36	3 226 700	7,36
8 – 12	911 300	2,51	10,24	911 300	10,24
12 – 16	291 555	6,98	14,18	182 755	14,30
16 – 20	961 590	5,46	17,67	797 670	17,59
20 – 26	508 035	5,55	24,67	496 105	24,70
	<u>5 957 180</u>			<u>5 672 530</u>	

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'octroi au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2011	2010	2009
Dividendes prévus (par action)	-	0,15 \$ CA	0,14 \$ CA
Volatilité moyenne	-	33,00 %	32,20 %
Taux d'intérêt sans risque	-	3,27 %	3,20 %
Durée prévue	-	8 ans	8 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées a été de 6,90 \$ CA en 2010 et 5,32 \$ CA en 2009.

Pour 2011, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 1,5 \$ (2,0 \$ en 2010 et 2,7 \$ en 2009).

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 21. Régime de rémunération et autres versements à base d'actions (suite)

#### Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées (« UAD »). Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur marchande de l'action catégorie B. Au 24 avril 2011, la société a un total de 80 704 UAD en circulation (66 444 au 25 avril 2010) et un passif lié au régime d'attribution d'actions fictives de 2,2 \$ (1,2 \$ au 25 avril 2010) est comptabilisé dans les crédits reportés et autres éléments de passif. En 2011, le coût de rémunération a été de 0,8 \$ (0,5 \$ en 2010 et 0,2 \$ en 2009).

#### Régime d'attribution d'actions fictives

La société possède un régime d'attribution d'actions fictives (les « AF ») permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « Participants »). Une AF est une unité nominale ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société (« Actions catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux Participants de recevoir une rémunération en espèces basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de la société (« Actions catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'acquisition des droits des AF. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des étalons internes et externes. Les AF sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

En 2011, la société a émis 192 799 AF (194 277 en 2010), a annulé 13 054 AF (5 323 en 2010) et a payé 1 082 AF (aucune en 2010). Au 24 avril 2011, 367 617 AF étaient en circulation (188 954 au 25 avril 2010) et un passif lié au régime d'attribution d'actions fictives de 5,0 \$ est comptabilisé dans les crédits reportés et autres éléments de passif (1,1 \$ au 25 avril 2010). En 2011, le coût de rémunération a été de 1,9 \$ (0,8 \$ en 2010).

### 22. Avantages sociaux futurs

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Les versements totaux en trésorerie pour les prestations futures des employés comprennent la trésorerie versée par la société à ses régimes de retraite capitalisés, la trésorerie versée directement aux bénéficiaires de ses régimes de retraite non capitalisés et la trésorerie versée à ses régimes à cotisations déterminées et s'élevaient à 4,5 \$ en 2011 (4,3 \$ en 2010 et 4,1 \$ en 2009).

#### Régime à prestations déterminées

La société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2010 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2011.

L'information sur les régimes à prestations déterminées de la société, globalement, est présentée ci-dessous :

	2011	2010
	\$	\$
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde au début de l'exercice	50,9	31,7
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,4	1,0
Intérêts débiteurs	2,8	2,8
Prestations versées	(2,2)	(2,2)
Coût des services passés	-	0,5
Pertes actuarielles	2,5	9,6
Effet des fluctuations du taux de change	2,6	7,5
Solde à la fin de l'exercice	58,0	50,9

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 22. Avantages sociaux futurs (suite)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Actifs des régimes</b>		
Juste valeur au début de l'exercice	23,3	18,5
Rendement réel des actifs des régimes	1,9	1,9
Cotisations de l'employeur	0,5	0,4
Prestations versées	(1,4)	(1,5)
Effet des fluctuations du taux de change	1,2	4,0
Juste valeur à la fin de l'exercice	<b>25,5</b>	<b>23,3</b>

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2011	2010
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	25,5	23,3
Obligation au titre des prestations constituées	58,0	50,9
Situation de capitalisation – déficit	(32,5)	(27,6)
Perte actuarielle nette non amortie	18,8	17,7
Actif transitoire net non amorti	-	(0,5)
Coût non amorti des services passés	4,1	4,7
Passif au titre des prestations constituées	<b>(9,6)</b>	<b>(5,7)</b>

Au 24 avril 2011, l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite sans capitalisation s'élève à 31,1 \$ (26,5 \$ au 25 avril 2010).

L'actif au titre des prestations constituées est inclus aux bilans de la société comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Autres actifs	7,9	8,3
Crédits reportés et autres passifs	(17,5)	(14,0)
Passif au titre de prestations constituées	<b>(9,6)</b>	<b>(5,7)</b>

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprennent :

	Pourcentage des actifs des régimes	
	2011	2010
	%	%
<b>Catégorie d'actifs</b>		
Titres de capitaux propres	29,9	27,1
Titres de créances et trésorerie	70,1	72,9
Total	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2011		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements <sup>(a)</sup>	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	1,4	-	1,4
Intérêts débiteurs	2,8	-	2,8
Rendement réel des actifs des régimes	(1,9)	0,8	(1,1)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
Perte actuarielle nette	2,5	(1,0)	1,5
Coût des services passés	-	0,7	0,7
Charge de retraite de l'exercice	<b>4,8</b>	<b>-</b>	<b>4,8</b>

  

	2010		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements <sup>(a)</sup>	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	0,7	0,3	1,0
Intérêts débiteurs	2,8	-	2,8
Rendement réel des actifs des régimes	(1,9)	0,7	(1,2)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
Perte actuarielle nette	9,6	(9,0)	0,6
Coût des services passés	0,5	0,1	0,6
Charge de retraite de l'exercice	<b>11,7</b>	<b>(8,4)</b>	<b>3,3</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 22. Avantages sociaux futurs (suite)

	2009		
	Engagée au cours de l'exercice	Ajustements (a)	Dépense constatée au cours de l'exercice
	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	0,6	-	0,6
Intérêts débiteurs	2,2	-	2,2
Rendement réel des actifs des régimes	1,1	(2,4)	(1,3)
Amortissement de l'actif transitoire net	-	(0,5)	(0,5)
(Gain) perte actuariel net	(5,7)	6,8	1,1
Coût des services passés	1,4	(0,9)	0,5
Charge de retraite de l'exercice	(0,4)	3,0	2,6

(a) Ajustements pour constater la nature à long terme des coûts des prestations futures des employés.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

#### Obligation au titre des prestations constituées

	2011	2010
	%	%
Taux d'actualisation	5,25	5,50
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00

#### Charge de retraite

	2011	2010	2009
	%	%	%
Taux d'actualisation	5,50	8,00	6,00
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,00	6,00	6,00
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00	4,00

#### Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées pour 2011 s'élève à 5,9 \$ (6,4 \$ en 2010 et 5,9 \$ en 2009).

#### Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 13,2 \$ au 24 avril 2011 (9,6 \$ au 25 avril 2010) et sont incluses au poste crédits reportés et autres éléments de passif.

### 23. Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes et américaines portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant et de produits connexes. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale qui comprend des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans chacun des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception du Michigan, de l'Iowa, de la Floride, de l'Arizona, du Texas et de l'État de Washington, un fonds en fiducie est disponible pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux frais de réhabilitation de sites mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 26,6 \$ au 24 avril 2011 (28,2 \$ au 25 avril 2010), dont un montant de 11,5 \$ (10,1 \$ au 25 avril 2010) est inclus aux créditeurs et charges à payer, le reliquat étant inclus aux crédits reportés et autres éléments de passif. De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 18,9 \$ au 24 avril 2011 (21,8 \$ au 25 avril 2010), dont un montant de 3,3 \$ (3,1 \$ au 25 avril 2010) est inclus dans les débiteurs, le reliquat étant inclus dans les autres actifs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 24. Instruments financiers et gestion du capital

#### Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise certains instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition à certains risques, principalement son risque de prix.

#### Risque de change

La plupart des revenus et des charges consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains.

Au 24 avril 2011, toutes autres variables demeurant constantes, un renforcement (affaiblissement) hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu un impact favorable (défavorable) net de 17,2 \$ sur les autres éléments du résultat étendu.

#### Risque de taux d'intérêt

La société est exposée au risque de taux d'intérêt par le biais d'une partie de sa dette à long terme portant intérêt à taux variable. La politique de la société est de maintenir une grande partie de ses emprunts dans des instruments à taux variable en utilisant des swaps de taux d'intérêt lorsque nécessaire.

La dette à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de sa juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Au cours de l'exercice 2011, la société a procédé au rachat anticipé de sa dette subordonnée non garantie. L'exposition au risque de variation de la juste valeur est minime puisque la majorité de sa dette à long terme porte intérêt à taux variable. Pour une partie de l'exercice 2010, afin d'atténuer ce risque, la société avait un contrat de swap de taux d'intérêt paie variable/reçoit fixe sur son ancienne dette subordonnée non garantie par lequel elle s'était engagée à échanger le montant de l'écart entre le taux d'intérêt variable et le taux d'intérêt fixe, calculé en fonction des montants nominaux de référence. Ce swap de taux d'intérêt était désigné à titre de couverture de la juste valeur de la dette subordonnée non garantie.

Au cours de l'exercice 2010, le contrat de swap de taux d'intérêt que la société détenait a été résilié par la contrepartie moyennant le paiement de sa part d'un montant de 2,5 \$. Suivant la résiliation de ce swap de taux d'intérêt, la société a mis fin à la comptabilité de couverture pour ce swap.

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt et elle n'a actuellement recours à aucun instrument dérivé visant à atténuer ce risque. La société analyse le risque de taux d'intérêt sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur son bénéfice net. Basé sur les soldes au 24 avril 2011, l'impact sur le bénéfice net d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêts aurait été de 2,5 \$.

#### Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et du swap sur rendement total.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 24 avril 2011, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 24 avril 2011, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable.

La société est exposée au risque de crédit provenant du swap sur rendement total lorsque celui-ci donne lieu à un montant à recevoir de l'institution financière. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ce contrat de swap avec une institution financière majeure ayant un risque de crédit très faible.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et à des engagements de location. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer et de ses contrats de location. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 24. Instruments financiers et gestion du capital (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 24 avril 2011 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés <sup>(1)</sup>						
Créditeurs et charges à payer <sup>(2)</sup>	846,6	846,6	846,6	-	-	-
Crédit d'exploitation A à terme renouvelable non garanti	330,4	333,9	2,5	331,4	-	-
Crédit d'exploitation B à terme renouvelable non garanti	155,6	157,3	1,2	156,1	-	-
Autres dettes à long terme	40,4	46,4	7,3	29,4	6,9	2,8
	<u>1 373,0</u>	<u>1 384,2</u>	<u>857,6</u>	<u>516,9</u>	<u>6,9</u>	<u>2,8</u>

(1) Basé sur les taux spot, au 24 avril 2011, pour les soldes en dollar canadien et les soldes portant intérêt à taux variables.

(2) Exclu les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tel que les taxes de vente, les taxes d'accise, les taxes foncières et certaines déductions à la source.

#### Risque de prix

La société est exposée au risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'actions fictives, laquelle a une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur marchande des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu une entente financière avec une institution financière de première qualité qui inclut un swap sur rendement total intégré avec un sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur marchande dans les autres actifs au bilan consolidé. L'entente sera ajustée au besoin pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et/ou les règlements sur les actions fictives. Au 24 avril 2011, l'impact sur le bénéfice net d'une variation de 5,0 % du contrat n'aurait pas été significatif.

#### Justes valeurs

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes fournisseurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable, étant donné leur échéance rapprochée et la valeur comptable des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis se rapprochent de leur juste valeur étant donné que leur écart de taux est similaire à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions similaires à la date du bilan.

La trésorerie et équivalents de trésorerie est comptabilisé à la juste valeur aux états financiers consolidés.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers :

- La juste valeur du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré est fondé sur la juste valeur marchande des actions de catégorie B de la société;
- La juste valeur de la dette subordonnée non garantie était fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie s'y rapportant, calculée en fonction du taux d'emprunt marginal estimatif de la société pour des dettes ayant des échéances résiduelles identiques. Au 25 avril 2010, la dette subordonnée non garantie avait une valeur comptable de 351,7 \$ et une juste valeur de 357,0 \$.

#### Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan consolidé doivent être classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La société a classé la trésorerie et équivalents de trésorerie au niveau 1. Pour l'instrument incluant un swap sur rendement total intégré, la société a classé son évaluation à la juste valeur au niveau 2, car elle repose essentiellement sur des données observables sur le marché, soit des prix cotés sur le marché.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 24. Instruments financiers et gestion du capital (suite)

#### Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser la structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette à intérêt. Pour sa part, la dette nette à intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (voir notes 18 et 20).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'attribution d'AF et d'UAD. Le régime de rachat d'actions de la société est aussi un des outils utilisés pour atteindre ses objectifs.

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale (le ratio) et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. En date du bilan consolidé, le ratio s'est établi comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6	4,4
Dette à long terme	521,8	736,8
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4	220,9
Dette nette à intérêts	206,0	520,3
Capitaux propres	1 936,1	1 614,3
Dette nette à intérêts	206,0	520,3
Capitalisation totale	2 142,1	2 134,6
Ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale	9,6%	24,4%

En vertu de son crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, la société doit respecter certains ratios financiers :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie sur le BAIIA des quatre derniers trimestres les plus récents. Le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissement) n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens;
- Un ratio de couverture des charges fixes qui représente le ratio du BAIIIL pour les quatre derniers trimestres les plus récents sur le total de la dépense d'intérêts et des frais de location déboursés pour la même période. Le BAIIIL n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et est constitué du BAIIA plus les frais de location déboursés.

La société fait un suivi continu de ces ratios et est en conformité avec ces clauses restrictives.

La société n'est soumise à aucune autre exigence externe significative concernant son capital.

### 25. Obligations contractuelles

#### Paiements minimums exigibles

Au 24 avril 2011, la société s'est engagée d'après des contrats de location-exploitation échéant à différentes dates jusqu'en 2032 à verser une somme totale de 1 597,7 \$ aux États-Unis et de 816,8 \$ CA au Canada pour la location d'espaces commerciaux, d'équipements et d'un entrepôt. Plusieurs de ces contrats de location contiennent des clauses de renouvellement et certains espaces commerciaux sont sous-loués à des franchisés. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

	États-Unis	Canada
	\$	\$ CA
2012	154,8	89,3
2013	148,0	80,7
2014	136,7	70,3
2015	132,0	61,0
2016	126,1	52,6
Suivants	900,1	462,9

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 25. Obligations contractuelles (suite)

#### Engagements d'achats

La société s'est engagée d'après diverses ententes d'achats de produits exigeant qu'elle achète annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Dans le passé, la société a généralement excédé ces exigences minimales et prévoit faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une partie des rabais reçus.

### 26. Éventualités et garanties

#### Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. La direction est d'avis que ces réclamations et litiges sont non fondés. La direction juge que tout paiement pouvant résulter de telles éventualités n'aurait pas d'incidence néfaste significative sur les résultats et la situation financière de la société.

#### Garanties

La société a conclu un certain nombre de contrats dans le but de sous-louer des locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 24 avril 2011, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 1,5 \$ et leur juste valeur est non significative. Jusqu'ici, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnités.

### 27. Information sectorielle

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate et de carburant par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Couche-Tard, Mac's et Circle K. Les revenus de sources externes proviennent principalement de deux catégories, soit les marchandises et les services ainsi que le carburant.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de produits ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2011			2010		
	É.-U.	Canada	Total	É.-U.	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits de clients externes</b>						
Marchandises et services	4 171,8	2 050,0	6 221,8	3 986,0	1 895,5	5 881,5
Carburant	10 595,8	2 148,3	12 744,1	8 819,8	1 738,3	10 558,1
	<b>14 767,6</b>	<b>4 198,3</b>	<b>18 965,9</b>	<b>12 805,8</b>	<b>3 633,8</b>	<b>16 439,6</b>
<b>Marge brute</b>						
Marchandises et services	1 381,7	702,9	2 084,6	1 308,1	638,3	1 946,4
Carburant	564,9	135,7	700,6	488,7	118,2	606,9
	<b>1 946,6</b>	<b>838,6</b>	<b>2 785,2</b>	<b>1 796,8</b>	<b>756,5</b>	<b>2 553,3</b>
<b>Immobilisations et écarts d'acquisition</b>	<b>1 868,9</b>	<b>576,4</b>	<b>2 445,3</b>	<b>1 877,9</b>	<b>529,1</b>	<b>2 407,0</b>
						2009
	É.-U.	Canada	Total	É.-U.	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits de clients externes</b>						
Marchandises et services	3 742,6	1 673,8	5 416,4	3 742,6	1 673,8	5 416,4
Carburant	8 865,2	1 499,5	10 364,7	8 865,2	1 499,5	10 364,7
	<b>12 607,8</b>	<b>3 173,3</b>	<b>15 781,1</b>	<b>12 607,8</b>	<b>3 173,3</b>	<b>15 781,1</b>
<b>Marge brute</b>						
Marchandises et services	1 226,2	574,9	1 801,1	1 226,2	574,9	1 801,1
Carburant	545,6	89,9	635,5	545,6	89,9	635,5
	<b>1 771,8</b>	<b>664,8</b>	<b>2 436,6</b>	<b>1 771,8</b>	<b>664,8</b>	<b>2 436,6</b>
<b>Immobilisations et écarts d'acquisition</b>	<b>1 729,0</b>	<b>433,0</b>	<b>2 162,0</b>	<b>1 729,0</b>	<b>433,0</b>	<b>2 162,0</b>

Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que l'emplacement des immobilisations et des écarts d'acquisition.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Pour les exercices terminés le 24 avril 2011, le 25 avril 2010 et le 26 avril 2009  
(en millions de dollars américains à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

### 28. Produits assujettis à la réglementation des tarifs

La société vend certains produits dont les tarifs sont réglementés par divers organismes provinciaux ou d'états. Les prix de vente de la bière, du vin, des spiritueux et des cigarettes peuvent faire l'objet de prix minimums. Les prix de vente des produits laitiers et du carburant peuvent faire l'objet de prix minimums et/ou maximums. Les prix de vente des produits de loterie font l'objet de prix fixés. Prenant en considération le nombre de provinces et d'états dans lesquels la société exerce ses activités et le fait que cette réglementation soit établie indépendamment par ces différentes entités, aucune réglementation prise individuellement n'a d'impact significatif sur les résultats consolidés de la société. La comptabilisation des ventes n'est pas affectée par la réglementation des tarifs.

### 29. Événements subséquents

En mai 2011, la société a fait l'acquisition de 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique au Canada de Shell Canada Products. La société est propriétaire du terrain et des immeubles de sept sites et elle loue ces mêmes actifs pour les quatre autres sites.

En mai 2011, la société a acquis cinq magasins corporatifs opérant sous la bannière Gas City dont un est situé en Arizona et les quatre autres dans la région de Chicago aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et des immeubles de trois sites et loue les autres.

En juin 2011, la société a signé une entente avec Exxon Mobil pour 322 magasins et un contrat d'approvisionnement en carburant pour 65 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. Advenant la clôture de la transaction, des 322 magasins, 72 seraient exploités par la société et 250 par des exploitants indépendants. La société serait propriétaire de l'immobilier d'un maximum de 202 sites tandis qu'elle louerait les autres. Il est prévu que cette transaction soit conclue en phases qui auraient lieu entre le quatrième trimestre de l'année calendrier 2011 et le deuxième trimestre de l'année calendrier 2012. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

En juin 2011, la société a signé une entente afin d'acquérir 26 magasins corporatifs opérant dans certains états du centre de la côte est des États-Unis. Advenant la clôture de la transaction qui est prévue d'ici la fin de l'été, la société serait propriétaire de l'immobilier de 25 des sites et louerait l'autre. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles.

### 30. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée au cours de l'exercice 2011.



[www.couche-tard.com](http://www.couche-tard.com)



Papier certifié Éco-logo, blanchi sans chlore, contenant 100% de fibres recyclées postconsommation, sans acide et fabriqué à partir de Biogaz récupérés.